

PRR 317

# défense de Occident

**Maurice BARDECHE :**

L'Angleterre et le Marché Commun



**B. de VIGNACOURT :**

Le IV<sup>e</sup> Congrès des Ecrivains Soviétiques



**F. DUPRAT :**

Le mystère des chambres à gaz



**R. TRINQUIER :**

La guerre en Indochine



**M. B :**

De quelques sujets de réflexion : du procès de Stockholm au procès de Nuremberg — Le retour de Ravachol — Mourir pour Israël.

THE UNIVERSITY OF MICHIGAN

AUG 9 1967

PERIODICAL READING ROOM

B. de VIGNACOURT

# *L'Agriculture Soviétique de Lénine à Brejnev*

La Russie des tsars était grande exportatrice de céréales (le tiers des exportations mondiales). Après 50 ans de régime communiste, l'U.R.S.S. n'a son pain assuré que grâce à des achats massifs de blé dans le monde capitaliste. De même, plus de la moitié des pommes de terre que mangent les Soviétiques et près de la moitié de la viande qu'ils consomment proviennent des lopins individuels — entorse aux idéaux du communisme — des 109 millions de ruraux d'aujourd'hui.

Il est quasiment plus facile en U.R.S.S. de fabriquer un Spoutnik que de récolter un quintal de blé ou une tonne de pommes de terre. Comment en est-on arrivé là ?

Si le retard de l'agriculture soviétique peut, en partie, être expliqué par des causes naturelles ou techniques que l'auteur analyse d'ailleurs fort pertinemment, il relève surtout de causes générales : la collectivisation s'est faite contre la volonté unanime des paysans riches, moyens et même pauvres.

Toute la tragédie de l'économie rurale soviétique s'explique par la tragédie de la paysannerie kolkhozienne.

En dépit des multiples réformes et contre-réformes qu'il a imposées, le régime communiste n'a pas encore été capable de mettre sur pied ces deux institutions fondamentales : l'exploitation et le village.

Editorialiste chargé des problèmes slaves et asiatiques dans de nombreux quotidiens et hebdomadaires français et étrangers, le professeur B. de Vignacourt sait de quoi il parle, ayant eu la possibilité exceptionnelle d'étudier sur place l'économie et le mode de vie des pays socialistes européens et asiatiques. Il nous brosse ici, calmement mais sans indulgence, le tableau du grand problème de l'U.R.S.S. d'aujourd'hui.

La question paysanne, le temps et les maladroites aidant est, en effet, devenue un ulcère purulent et un des plus importants foyers de divergences d'opinion aux échelons suprêmes du parti communiste sur la façon de remédier à son état précaire.

Guide sérieux, solidement documenté dans le domaine statistique et bibliographique notamment, cet ouvrage qui se lit facilement sera utile au spécialiste qui y retrouvera (ou y découvrira) des informations sûres. Il sera aussi précieux au lecteur désireux de mieux connaître, dans ses divers épisodes et ses multiples éléments, la crise permanente dont souffre l'agriculture soviétique.

En bref, un livre de base constituant une synthèse sérieuse et objective sur ce problème capital pour l'avenir de l'économie soviétique.

**LES SEPT COULEURS** Un volume de 220 pages, 10,50 F.

# Défense de l'Occident

Nouvelle Série - 15<sup>e</sup> Année. — Juin 1967 - N° 63

Revue mensuelle, politique, littéraire et artistique

## SOMMAIRE

Maurice BARDECHE : <i>L'Angleterre et le Marché Commun</i> .....	3
B. de VIGNACOURT : <i>Le IV<sup>e</sup> Congrès des Ecrivains Soviétiques</i> .....	15
R. TRINQUIER : <i>La Guerre en Indochine</i> .....	24
F. DUPRAT : <i>Le mystère des chambres à gaz</i> .....	30
M. B. : <i>De quelques sujets de réflexion : du procès de Stockholm au procès de Nuremberg — Le Retour de Ravachol — Mourir pour Israël</i> .....	34

## CHRONIQUES

CHRONIQUE POLITIQUE par F. Duprat : <i>La Grèce des Colonels — Le Vietnam au tournant — Des Vietnams en Amérique latine ?</i> .....	43
CHRONIQUE DE PIERRE HOFSTETTER : <i>Les Complots de Biderberg</i> .....	54
CHRONIQUE DE LA PRESSE D'OPPOSITION EN EUROPE : <i>Une guerre nucléaire est-elle possible ? (Europe-Magazine) — Qui était le cardinal Innitzer ? (Deutsche Nachrichten)</i> .....	60
CHRONIQUE DES LIVRES : W. Maser, <i>Hitlers Mein Kampf</i> (Bechte Verlag) M. Garder ; <i>La guerre secrète des services spéciaux français</i> (Plon) — Saint-Paulien, <i>La Contre-Révolution africaine</i> (France Empire) — L. Saurel, <i>Les Camps de la mort</i> (Rouff) — W. Hofer, <i>Hitler déchaîne la guerre</i> (Seuil) — W. Maser, <i>Naissance du parti national-socialiste</i> (Fayard) — Bloch et Fauez, <i>La Nuit des longs couteaux</i> (Julliard) — E. Kern : <i>Les Waffen SS en Russie</i> (France-Empire) — H. D. Röhrs, <i>Hitler, l'autodestruction d'une personnalité</i> (Table Ronde) .....	67
CHRONIQUE DES ARTS par F. H. LEM : <i>Chefs d'œuvre des collections suisses — L'art brut au Musée des Arts Décoratifs</i> .....	81
LE CINEMA : <i>La Bataille d'Alger</i> par Robert Anders — <i>La nuit des généraux</i> — <i>La vingt-cinquième heure</i> ..	90
— <i>Les Amis du Socialisme français et de la Commune</i> ..	96

7, rue de l'Abbé-Grégoire — PARIS (6<sup>e</sup>) — C.C.P. 65-35-65 Paris

F.

# BULLETIN D'ABONNEMENT

---

Veillez m'inscrire pour un abonnement de  
à votre revue *DEFENSE DE L'OCCIDENT* à partir du N° .....

NOM : .....

PRENOM : .....

ADRESSE : .....

Signature :

Prix numéro ordinaire : 2,75 F

Abonnements. — 1 an : 25 F

Etranger : 1 an : 30 F

Propagande : 50 F et 100 F

*Paiement par mandat, chèque bancaire, ou virement postal  
adressé à « Défense de l'Occident », 27, rue de l'Abbé-Grégoire,  
Paris-6<sup>e</sup> — C.C.P. 65-35-65 Paris.*

L  
Gau  
rest  
Mar  
nou  
Gau  
Ce  
sur  
lont  
gent  
truc  
des  
nale  
par  
nous  
aprè  
la d  
man  
trou  
sembl  
que  
part  
com

Maurice BARDECHE

---

# L'ANGLETERRE ET LE MARCHÉ COMMUN

*L'article qui suit était déjà écrit quand le général de Gaulle, dans une conférence de presse, fit savoir qu'il restait peu favorable à l'entrée de l'Angleterre dans le Marché Commun. Nous répétons une fois de plus que nous restons les adversaires irréconciliables du général de Gaulle en raison des principes que son régime représente. Ce régime est fondé sur la malhonnêteté, sur l'imposture, sur l'indiscipline et l'apologie de l'indiscipline, sur la volonté permanente de tromper. Il aboutit au règne de l'argent, à la toute-puissance immonde de l'argent, à la destruction de toute morale et de toute énergie. Il est, en dépit des apparences, au service de la puissance juive internationale dont l'objectif est de dénaturer les peuples européens par la pression continuelle de sa propagande. Cela dit, nous n'avons aucune raison de crier « Vive la démocratie ! » après avoir dénoncé pendant quinze ans les méfaits de la démocratie. Nous trouvons maladroite et stupide la manière dont le régime mène sa politique étrangère, nous trouvons odieuse la haine maniaque des Etats-Unis qui semble inspirer toutes ses actions, nous n'oublions pas que la puissance américaine est actuellement le seul rempart efficace contre le communisme, mais nous pensons comme il y a quinze ans, que l'avenir de l'Europe est dans*

postu  
grégoir:

THE UNIVERSITY OF MICHIGAN LIBRARIES

*une progressive indépendance, qui permettra à l'Europe d'être elle-même sans être « ni Washington ni Moscou ». Nous continuerons à combattre le règne du mensonge, de l'imposture et de la haine, mais nous n'avons pas l'intention de soutenir dans la chaleur de la lutte des options qui sont le contraire de celles que nous soutenons depuis notre premier numéro. Nous serons à côté de tous ceux qui tirent sur le diable, mais nous n'aiderons pas à desceller la pierre qu'il aura portée.*

Les discussions qui accompagnent la candidature de la Grande-Bretagne au Marché Commun éclairent assez bien le visage de l'Europe future. Et, paradoxalement, quelques événements de l'actualité qui paraissent sans lien avec cette difficulté, contribuent aussi à cette révélation. Il y a ainsi des moments où l'on ne peut plus mentir. Des rayons rasants, inattendus, sournois, donnent sa forme véritable au bloc enfariné que le monde voulait laisser dans la pénombre.

On se plaint aujourd'hui que l'enthousiasme qui existait il y a dix ans pour l'idée européenne ait beaucoup baissé. Or, voici en quels termes exaltants on présente la candidature de la Grande-Bretagne : certes, nous leur vendrons de la charcuterie et du Beaujolais, mais ne perdrons-nous pas des clients sur les poutrelles et les petites cylindrées ? Il faut être naïf comme un inspecteur des finances pour s'étonner que cette politique de droguiste ne passionne pas l'opinion. C'est pourtant tout notre avenir qui est en jeu, gémissent les inspecteurs des finances, nos exportations, notre « niveau de vie ». Tout est là, justement : il y a des gens qui pensent qu'une nation ne se définit pas comme une épicerie par son compte de profits et pertes et que notre avenir est ailleurs que dans l'arrière-boutique où l'on veut nous enfermer pour compter anxieusement les invendus.

Il y a dix ans, lorsqu'on tendait des banderoles à travers

les r  
nous  
marc  
ment  
les 1  
de 2  
avan  
qui e  
de 25  
donn  
des r  
aujou  
âme.  
d'aut  
pas c  
troub

Il y  
intern  
une I  
Lisez  
peupl  
sèche  
écon  
n'imp  
stupie  
la bo  
vendr  
excéd  
ne po  
une b  
seron  
mite  
puisse  
l'histo

les rues en l'honneur de la Communauté Charbon-Acier, nous avons été les seuls à soutenir que cette Europe de marchands faisait fausse route et qu'elle serait inévitablement stérile. Le levier de l'Europe est ailleurs que dans les livres des comptes. Assurément, un marché unique de 250 millions d'habitants est un grand, un immense avantage. Mais c'est un avantage secondaire, car tout ce qui est économique est secondaire. L'Europe est une *force* de 250 millions d'habitants. C'est tout différent. Et, pour donner une âme à cette force, qu'a-t-on fait ? Rien, sinon des promenades et du guignol. Pourquoi ? On le voit bien aujourd'hui. Parce qu'ils ont peur que l'Europe ait *une* âme. Ils veulent 250 millions de *consommateurs*. Rien d'autre que des consommateurs. Et, surtout, pas d'âme, pas d'idées, pas de volonté chez le consommateur, cela trouble le marché.



Il vaut la peine de jeter un coup d'œil sur la logique interne de ce système. L'Europe du Marché Commun est une Europe *concurrentielle* dans un monde *concurrentiel*. Lisez vos journaux, il n'est question que de vendre. Des peuples entiers d'épiciers, la face congestionnée, la bouche sèche, bourdonnent aux vitres d'un gigantesque aquarium économique, en criant « vendre, vendre, vendre, vendre n'importe quoi, vendre à tout prix, vendre ou la mort », stupides comme des poissons qui tournent éternellement la bouche ouverte autour de leur bocal. Ils veulent tous vendre, ils veulent tous avoir une *balance* des exportations *excédentaire*. Il ne leur vient pas à l'idée que ce résultat ne peut être obtenu que si certains peuples ont, eux, une balance *déficitaire*. Alors, que fera-t-on ? Est-ce qu'ils seront mangés par les autres comme des bernards l'hermite ? Mais non, *on leur donnera de l'argent pour qu'ils puissent continuer à acheter*. Et la ronde continuera, et l'histoire de fous continuera, absurde, grotesque, inutile,

mais *permettant de vendre*. Cette folie collective n'est pas seulement une aberration, un sorite économique, un pur verbalisme monétaire, c'est aussi en politique, une *fuite en avant* avec toutes les bêtises dramatiques que fait faire l'affolement. Pour « vendre, vendre, vendre », les Etats-Unis fournissent la Chine en matières premières et en machines-outils, ils alimentent consciencieusement et gavent comme un intéressant nourrisson le peuple qui sera leur plus redoutable adversaire, ils ravitaillent en blé l'Union Soviétique et sauvent le communisme de la faillite économique et de la révolution libératrice qu'ils souhaitent, permettant en revanche à la Russie Soviétique de se consacrer principalement à perfectionner son armement, ils installent en Afrique des gouvernements crypto-communistes, les protègent, les choient, les financent et installent à grands frais des zones de danger et des points d'appui pour leurs adversaires à la place des bases et des forteresses que détenaient leurs alliés. Tout cela pour *vendre*. Tout cela avec l'arrière-pensée naïve qu'en prêtant des millions de dollars à ces acheteurs impécunieux, qu'en investissant des millions de dollars chez ces futurs concurrents, ils seront maîtres chez eux dans l'avenir et qu'ils les contrôleront beaucoup plus efficacement en fermant quelques robinets financiers que nous ne pouvions le faire avec nos bataillons d'infanterie coloniale. Et aucune expérience ne leur apprend qu'un traité commercial n'est qu'un chiffon de papier, qu'une industrie tout entière peut être confisquée du jour au lendemain sur une simple signature et que le banquier le plus puissant du monde peut fort bien être pendu avec la simple assistance de trois gendarmes et d'un homme à tout faire déguisé en juge, tout cela pouvant être réalisé impunément tant qu'un concurrent communiste, soigneusement maintenu en bonne santé en vertu des principes énoncés plus haut, proposera de payer les frais de la rupture.

Le monde *concurrentiel* n'est qu'un gigantesque tobog-

ga  
au  
gu  
cro  
mi  
et  
des  
mê  
qua  
toi  
tiss  
« v  
agn  
dép  
for  
gro  
pré  
nist  
un  
den  
mo  
gan

C  
rap  
Mar  
cati  
un  
L  
l'Ar  
celu  
plus  
rue  
rent



gan qui mène mathématiquement à l'abîme, c'est-à-dire aux crises mondiales, aux violences, aux révolutions, aux guerres. Cette situation est palliée provisoirement par l'escroquerie aux peuples sous-développés, opération économique présentée comme une grande œuvre humanitaire, et aussi, il faut bien le dire, par les destructions provenant des guerres, initiatives doublement lucratives, par elles-mêmes et par la reconstruction. Et après ? Qu'arrivera-t-il quand certains auront écrit « chasse gardée » sur les territoires dont ils se seront rendus maîtres par leurs « investissements » ? Croient-ils que ceux qui ne pourront plus « vendre » se laisseront docilement étrangler comme des agneaux ? Quand le paysan russe ou arabe s'était fait dépouiller de sa terre par les emprunts que les Juifs le forçaient à faire, cela finissait invariablement par un pogrom. Le pogrom mondial que le monde concurrentiel prépare automatiquement sera une révolution communiste ou nationaliste, on ne sait pas, mais en tous cas, un chaos et un bain de sang. On peut le retarder évidemment par quelques petites guerres locales ou semi-mondiales. Mais, finalement on n'y échappera pas. Le gigantisme économique contient une semence de catastrophe.



C'est ici que deux ou trois faits, apparemment sans rapport avec la candidature de la Grande-Bretagne au Marché Commun, nous aident à comprendre la signification de la formule « une Europe concurrentielle dans un monde concurrentiel ».

La garantie du système usuraire est le cadi. Quand l'Arabe ne peut plus payer, le Juif va trouver le cadi et celui-ci dit à l'Arabe : « Tu ne peux pas payer, tu n'as plus de champ, tu n'as plus de maison, couche dans la rue avec ta femme et tes enfants ». Le monde concurrentiel a besoin que le cadi reconnaisse la toute-puissance

du prêteur et la toute-puissance de l'argent, qu'il ne mette rien au-dessus de la toute-puissance du prêteur et de la toute-puissance de l'argent. Il lui est donc nécessaire que les régimes en place n'opposent jamais l'intérêt national ou n'importe quel principe, quel qu'il soit, au principe sacro-saint de la libre circulation de l'argent, de la libre intervention de l'argent et des conséquences qui en découlent à l'égard de la puissance respective de ceux qui possèdent l'argent et de ceux qui ont besoin d'argent. Un peuple qui a mis une idée quelconque, sa santé, son propre salut, son indépendance, au-dessus du *libéralisme* qui garantit la libre exploitation des tiers par les capitaux, est donc nécessairement un peuple coupable, un peuple exclu de la communauté des peuples, un peuple qui s'exclut lui-même de l'Europe concurrentielle, et, par conséquent, du Marché Commun.

En refusant l'adhésion de l'Espagne, en mettant en quarantaine la Grèce coupable d'avoir paralysé par un coup d'Etat nationaliste une belle conspiration communiste, les Etats « démocratiques » montrent clairement qu'une des clauses non écrites de la Communauté européenne est l'engagement de se soumettre totalement au crédo et aux obligations de la religion démocratique. Cette religion repose en principe et en paroles sur le respect des libertés de l'individu et sur le droit des peuples à se donner un gouvernement de leur choix. Mais ces principes et ces droits sont limités et tournés en fait et le véritable principe sur lequel reposent les démocraties modernes, c'est que l'argent est le dieu tout-puissant auquel ne doit être faite nulle injure : ce qui veut dire que l'argent peut acheter les volontés, les consciences, les partis par la toute-puissance de la presse et de la propagande et qu'il peut aussi acheter les nations elles-mêmes par ses investissements, ses contrats, ses participations, *sans qu'on soit en droit de lui opposer aucune forme spécifique de défense*. La démocratie, comme instrument, est en somme

le r  
ples  
circ  
titu  
imp  
prê  
vou  
n'av  
pro  
que  
de

E  
est  
grec  
pro  
tion  
et  
arbi  
de l  
con  
et e  
iné  
dém  
men  
dans

Il  
d'au  
qu'u  
curr  
les  
« ex  
de 3  
bien  
ouvi

le mécanisme qui paralyse le plus complètement les peuples et rend impossible toute tentative de sortir hors du circuit de l'exploitation. Et au-dessus d'elle, le Droit, institué comme Dieu, est le cadi qui lève les bras avec impuissance en vous expliquant que, puisqu'on vous a prêté de l'argent, et puisque vous ne l'avez pas rendu, vous n'avez plus de champ ni de maison et que vous n'avez plus qu'à coucher dehors : et que, de plus, toute protestation violente contre cette situation de fait, conséquence du Droit, est un délit de droit commun qui fait de vous un criminel.

Et ainsi les capitaux sont protégés, ainsi le commerce est sûr. Les capitaux sont protégés contre tout général grec qui prétendrait affirmer que l'indépendance et la prospérité de son pays sont plus importants que le fonctionnement réglementaire de l'escroquerie démocratique ; et contre tout chef d'Etat qui prétendrait instituer un arbitrage personnel au-dessus du libre jeu de l'offre et de la demande. L'Europe concurrentielle dans un monde concurrentiel est en apparence une formule économique et en fait une formule politique : elle est nécessairement, inévitablement, une Europe démocratique dans un monde démocratique, ce qui revient à dire, avec le fonctionnement actuel de la démocratie, une Europe ploutocratique dans un monde ploutocratique.



Il y aurait dans l'Europe du Marché Commun bien d'autres particularités à signaler, dont je ne mentionne qu'une seule en parenthèse. Lorsque cette Europe « concurrentielle » publie fièrement ses chiffres d'exportation, les divers Etats oublient de signaler que leur économie « exportatrice » ou « équilibrée » comporte selon les cas de 30 à 40 % d'investissements américains. Je comprends bien que ces investissements fournissent du travail à des ouvriers français ou allemands, des commandes à des

sous-traitants français ou allemands, etc. Et je ne suggère nullement qu'on soit systématiquement hostile à ces opérations. Mais, en contre-partie, des financiers ou des groupes américains « possèdent » une partie de notre capital national, ils « commandent », c'est-à-dire développent ou freinent à leur gré une partie de notre production. N'est-ce pas, à partir d'un certain niveau, une sorte de situation semi-coloniale, qui peut engendrer des conséquences inattendues en cas de tension ou de crise ? De plus, ces groupes américains ne risquent-ils pas d'être sur notre marché des unités de débarquement chargées de faire fructifier des brevets et des capitaux étrangers dans des secteurs où ils paralysent le développement de notre propre industrie ? Je ne suis pas économiste, mais je trouve tout cela singulier et je m'interroge sur le « dynamisme concurrentiel » d'une Europe qui dépend en tant de secteurs de la bienveillance de ses propres concurrents. Que vaut notre marché de 250 millions de consommateurs s'il est déjà pour un tiers alimenté par des entreprises concurrentes installées chez nous ?

Je voudrais qu'on ne se méprenne pas sur ma pensée. Je ne suis nullement hostile au Marché Commun. Il a le mérite d'exister, c'est déjà considérable. Il est le premier pas vers l'unité. Les sentiments qu'il utilise, la cupidité, le désir d'étendre sa clientèle, les calculs pour s'adapter à un marché nouveau, sont des sentiments médiocres qui ne m'en imposent pas, mais on peut obtenir de bons résultats en s'appuyant sur de tels sentiments, car les hommes ne sont ni désintéressés ni parfaits. Le Marché Commun a contraint nos entreprises à s'organiser mieux, à produire davantage et cette discipline de la production, quels qu'en soient les motifs, est toujours pour une nation une garantie d'indépendance. Le Marché Commun a même été pour les pays d'Europe et pour la France en particulier une fontaine de jouvence. Il est l'épreuve, la contrainte bienfaisante, le dur visage de la vérité. Il est le *drill* de

l'économie qui donne des muscles et de la souplesse, qui fait disparaître la mauvaise graisse. Il est passé sur nos habitudes comme un vent frais du matin. Car tout le monde a sa place dans un Etat sain, même les marchands, même la fameuse âpreté concurrentielle. Mais tout est une question de hiérarchie. Les marchands sont de gros hommes lourds, des hoplites dont le rôle est devenu grand dans la structure du monde moderne. Ils ont leur place, et qu'ils s'enrichissent puisqu'ils aident à faire pousser sur nos terres les frondaisons drues de la production. Mais, au-dessus d'eux, dans toutes les grandes civilisations du monde, il y a ceux qui ne s'enrichissent pas et qui *servent*, le prêtre (c'est-à-dire les sages), et le soldat. C'est la leçon que nous ont laissée l'Inde, la féodalité, la Chine, Rome, tout ce qui a construit des empires sur la terre. Salut à l'Europe des marchands si elle fait venir l'eau et les terrasses des rizières sur les plateaux déshérités ! Mais que l'Europe des marchands soit à l'Europe des reins et des cœurs ce que les marchands sont dans la cité. Elle n'est que la richesse et la moisson : protégées par ceux qui servent et qui veillent et elles n'ont de prix que si les lois des justes ont triomphé.

Prenons donc le Marché Commun pour ce qu'il est, un instrument et non la fin de l'unité européenne. Une nation, c'est une civilisation, c'est-à-dire une certaine idée de l'homme et de la vie, née d'une certaine terre, d'un certain accord des choses et des hommes et incarnée par une certaine espèce d'homme. Cette nation est forte quand l'idée qu'elle porte et qu'elle a dégagée des siècles est forte en elle et capable d'inspirer une volonté unique, de créer continuellement un courant d'énergie et de renouvellement, de susciter une élite. C'est cela qui est la réalité, parce que dans l'histoire des peuples, c'est cela qui est la vie. Faire l'unité de l'Europe, c'est donc éveiller et nourrir cette individualité de l'homme européen, la rendre sensible, perceptible à tous, évidente et efficace.

C'est donc persuader l'homme européen de son unité de tempérament et de son unité de destin et le convaincre que son avenir, sa liberté, sa vie même dépendent de l'énergie avec laquelle il repoussera les idéologies qui veulent le convaincre qu'il n'est rien d'autre qu'une machine à produire et à consommer, pauvrement accrochée à une presque île minable, parmi des dizaines de millions de machines à produire et à consommer exactement semblables à lui.



Je m'excuse de cette longue préface, mais elle était indispensable pour poser en toute clarté la question à laquelle je veux répondre : devons-nous souhaiter ou combattre l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché Commun ?

Je ne suis pas qualifié pour dire quelles seraient les répercussions économiques de l'adhésion de la Grande-Bretagne. Les spécialistes sont divisés sur ce sujet, chacun le sait. Mais, ce qui n'est guère douteux, c'est que la Grande-Bretagne ne conçoit son adhésion à l'idée européenne que sous la forme d'une association à un *pool* économique. Il ne semble pas qu'elle soit préparée à dépasser ce stade. Son adhésion risque donc de freiner toute tentative d'unification politique et, par conséquent, de maintenir l'Europe dans l'état d'unité illusoire que lui procure le Marché Commun, drogue qui répand l'euphorie et dissimule à l'opinion européenne la division et l'impuissance réelle de l'Europe. C'est là une première considération. C'est une menace durable et grave pour l'avenir de toute construction européenne.

Mais, ce n'est encore qu'un inconvénient externe pour ainsi dire, une difficulté de contrat. Il y a dans l'union elle-même bien d'autres motifs de perplexité. Et c'est là que nos réflexions préliminaires trouvent leur application. Nous ne savons pas trop si l'appoint de l'Angle-

terr  
non  
son  
poss  
infin  
dité  
par  
tocr  
des  
retr  
trur  
qui  
crat  
se p  
app  
déc  
l'or  
rop  
pré  
nir  
l'Eu  
pou  
géo  
noc  
cell  
ce  
pos  
que  
nou  
tro  
nell  
dor  
le c  
ten  
que  
L

terre est souhaitable ou non dans la construction économique de l'Europe, mais nous savons à coup sûr que son adhésion rendra plus difficile et peut-être même impossible cette unité morale de l'Europe qui est un objectif infiniment plus important pour l'avenir que les commodités des grands trusts. L'Angleterre, nation financière par la puissance de la Cité, nation alourdie par une aristocratie profondément enjuivée, nation étrangère depuis des siècles aux idées par lesquelles l'Europe peut espérer retrouver sa force et sa santé, ne peut être qu'un instrument de la démocratie ploutocratique dans une Europe qui a besoin essentiellement de se dégager de la ploutocratie et du système démocratique par laquelle celle-ci se perpétue. En ce sens, l'adhésion de l'Angleterre ne nous apporte rien et, au contraire, elle aide ceux qui sont bien décidés à ce que l'Europe ne soit qu'un violon docile dans l'orchestre de la ploutocratie mondiale. Elle est pour l'Europe véritable un verrou et un gendarme. Elle représente présentement et elle est destinée à représenter dans l'avenir tout ce qui est poison pour l'Europe et tout ce que l'Europe doit combattre. L'Angleterre peut être un jour pour l'Europe une force et un complément précieux. La géographie et la nature même nous le disent. Mais ces noces que nous saluerons avec joie ne peuvent être que celles d'une Europe déjà faite, d'une Europe sachant ce qu'elle veut et ce qu'elle est avec une Angleterre disposée à la rejoindre. C'est l'intérêt même de l'Angleterre que nous l'aidions à retrouver son âme et son génie. Mais nous ne pourrons le faire que si nous avons d'abord retrouvé le nôtre. Nous lui tendrons alors une main fraternelle. Et elle reviendra avec nous sur cette terre d'Europe dont elle est sortie. Mais pour cela il faut que nous ayons le courage de refuser cette drogue étrangère qu'elle nous tend avec beaucoup de miel, mais qui ne nous apporte que la stérilité pour nous et pour elle.

L'histoire nous dit la même chose. L'Europe que nous

avons besoin de *sentir*, ce n'est pas une Europe économique, ce n'est pas une Europe idéologique, c'est l'Europe historique, végétale, biologique, celle qui est née du mariage de la Romanité et des hommes francs de Germanie. Cet empire d'Occident que les Papes et les rois ont rêvé de relever pendant dix siècles, que les princes ont divisé mais qu'une croissance commune, qu'un destin commun maintenait malgré tout comme unité de civilisation, c'est notre substance même, notre force, c'est la terre de laquelle, comme le géant Antée, nous tirons notre vigueur et notre vie : or, l'Angleterre n'est qu'une colonie de cet empire d'Occident, elle n'en porte pas l'empreinte et le génie, elle l'a toujours combattu, Amérique jalouse et soupçonneuse amarrée au bord du grand vaisseau impérial, terre puritaine, île de marchands, d'où ne sont venus pour nous que des vents mauvais et qui a joué finalement sa propre vie, qui a préféré sa propre mort pour poignarder le vieil empire qu'elle détestait. D'elle ne nous sont venus que les malheurs et la destruction. Elle nous porte malheur, elle nous a toujours porté malheur, sous tous les masques qu'elle a pris. Et certes, nous la sauverons parce qu'il est nécessaire que nous la sauvions. Et les noces de l'Europe et de l'Angleterre seront pareilles aux noces du doge et de la mer. Mais il n'y a qu'une manière de sauver l'Angleterre : c'est de lever en face d'elle les armes d'Europe brodées sur le vieil étendard d'Hastings. Quand l'Angleterre sera prête à entrer dans le lit de l'Europe comme une épouse, alors les cloches sonneront et les vieux Plantagenet s'éveilleront dans la terre des Hommes du Nord. Mais ce n'est pas ce que nous proposent aujourd'hui les comptables matois qui sonnent à la porte de nos bureaux avec leurs livres de comptes sous le bras. Alors, il vaut mieux qu'on les laisse tirer la sonnette. Ecrivons sur notre porte : « l'accès de l'immeuble est interdit aux démarcheurs et aux représentants ».



## *Le IV<sup>e</sup> Congrès des Écrivains Soviétiques*

C'est en 1959 que s'est réuni le III<sup>e</sup> Congrès des écrivains soviétiques. Le IV<sup>e</sup> aurait donc dû se tenir en 1963.

Constamment reporté sous des motifs les plus divers, puis enfin convoqué pour décembre 1966, il devait, une fois de plus, être repoussé au 22 mai 1967 : cet ultime ajournement ayant été motivé par le désir de faire coïncider le IV<sup>e</sup> Congrès avec le cinquantenaire de la Révolution de 1917. Motif apparemment valable qui cependant en dissimulait un autre, inavoué celui-là : l'espoir que les passions nées de l'affrontement entre les libéraux et les conservateurs s'apaiseraient avec la célébration commune de la Révolution bolchevique !

### I. — LA MOBILISATION DES INTELLECTUELS

La remarque soulignée dans la revue « Questions de Littérature » par l'écrivain Vladimir Tendriakov — un des meilleurs romanciers de la génération actuelle — prend, en l'occurrence, un relief singulier : ce sont les œuvres et non les solennités qui font avancer la littérature.

Scepticisme qu'expliquent les impressions laissées par les Congrès précédents (il y en eut trois : 1934, 1954 et 1959) au cours desquels la pompe donnée aux cérémonies a surtout servi à escamoter toute discussion.

On se rappelle que la Révolution d'octobre 1917 avait

provoqué l'émigration de bon nombre d'artistes et écrivains. Mais il en demeurait encore sur place au lendemain de la prise du pouvoir par les bolcheviks.

L'intelligentsia restante se divisait en nombre de tendances. Le gouvernement alors installé observa quelque temps une certaine neutralité entre les chapelles et groupes littéraires.

Puis, le Proletkult (organisation de Culture populaire), va réunir d'autorité écrivains marxistes... ou ralliés — tel Maïakovsky — pour créer une littérature populaire. Ainsi se trouve constituée, dès 1929, l'Association des Ecrivains prolétariens.

La littérature devant devenir selon le vœu de Lénine *le miroir de la conscience de la nation*, vont alors naître des œuvres fort influencées par Gorki.

Citons pour mémoire « Et l'acier fut trempé », de Nicolas Ostrovsky ; « Ivan le Terrible », de Kostylev ; « Terres défrichées » et « Le Don paisible », de Cholokhov... Parmi les poètes : Maïakovsky le poète tribun par excellence, Blok avec « L'Épopée des 12 Gardes Rouges », Essenine, etc.

Brusquement, un décret du 23 avril 1932 impose l'union de tous les écrivains au sein d'une Association des Ecrivains soviétiques. Sa mission : soutenir la plateforme du pouvoir soviétique et engager la lutte pour l'élaboration d'un humanisme socialiste. La mobilisation intellectuelle qu'impose ledit décret voit donc apparaître dans la littérature une véritable doctrine officielle que manifeste la transformation de la responsabilité sociale de l'écrivain et de l'artiste en un système défini d'esthétique connu sous le nom de *réalisme socialiste*.

Le *réalisme* (chaque détail n'a pas d'importance en soi mais une importance relative vis-à-vis d'un problème central ou de plusieurs qu'il s'agit de mettre en lumière) étant *socialiste* en ce qu'il sert l'édification du socialisme, souligne l'importance de *l'esprit de parti* (*partijnost*) dans

les  
le  
dar  
à l  
ces  
Bre  
Le  
C  
Ecr  
en  
P  
défi  
liste  
crit  
sent  
pem  
ract  
tiqu  
du  
vaill  
Vo  
en l  
Le  
un  
si fa  
puiss  
siasr  
d'êtr  
La  
cont  
l'on  
le sp  
En  
la li  
sages  
de pl

les questions littéraires et artistiques. C'est là qu'apparaît le plus clairement l'articulation de l'art et de la politique dans la société soviétique. Théorie désormais sacro-sainte à laquelle restent obstinément attachés même les successeurs de Staline : hier Khrouchtchev, aujourd'hui Brejnev.

*Le réalisme socialiste.*

C'est au cours du 1<sup>er</sup> Congrès de 1934 de l'Union des Écrivains soviétiques que le *réalisme socialiste* a été défini en tant que ligne générale.

Préconisé par Jdanov, mis au point par le Congrès, la définition adoptée fut ainsi libellée : « Le réalisme socialiste, méthode fondamentale de la littérature et de la critique littéraire soviétiques, exige de l'artiste une représentation fidèle et concrète de la réalité dans son développement révolutionnaire. En outre, cette fidélité et ce caractère historique et concret de la représentation artistique de la réalité doivent aller de pair avec les tâches du redressement idéologique et de l'éducation des travailleurs dans l'esprit du socialisme ».

Voilà donc le *réalisme socialiste* officiellement reconnu en U.R.S.S. comme méthode fondamentale.

Le principe de la liberté de création en littérature est un danger mortel pour un régime communiste. Il est si facile de se faire applaudir quand on possède la toute-puissance ! Le victorieux est toujours assuré de l'enthousiasme du grand nombre. Et puis il est tellement commode d'être le publiciste des causes triomphantes !

La littérature soviétique va désormais se borner à raconter l'existence des chauffeurs, mineurs, paysans... Et l'on arrive à l'abaissement au niveau le plus bas depuis le spasme d'octobre 1917.

Enfermée dans le cadre rigide du réalisme socialiste, la littérature soviétique est d'une platitude inouïe. La sagesse du P.C. n'a pas réussi à transformer des valets de plume en créateurs !

Voilà réalisée la « prophétie » de Voronsky qui, dès janvier 1925, lançait aux littérateurs officiels : « Je crains que la littérature dans quelques années n'ait pas plus d'âme qu'un livre de comptabilité ! On fera des romans, des poèmes sur des patrons préétablis ! On fournira aux exigences d'une commande impérieuse odes et idylles en dépit de toute réalité, de toute vérité artistique » (texte cité dans la revue *Literatournii Sovremennik*, Moscou, 1951, n° 2 p. 84).

Beaucoup d'écrivains ayant tôt fait de déceler la perfidie de la méthode de *réalisme socialiste*, commencent à lutter contre l'obligation de mêler des tendances politiques aux œuvres littéraires.

Et la guerre de 1941-1945 va porter un coup mortel aux littérateurs officiels.

En effet, les œuvres littéraires expriment l'admiration devant cet héroïsme des populations et qui trouve sa source dans un sursaut de patriotisme national (et non pas soviétique) : retour aux traditions historiques du peuple russe. Les héros pris alors comme modèles durant cette guerre, ne sont ni Marx, ni Engels, ni Lénine, mais les grands capitaines de la Russie tsariste de la campagne contre Napoléon 1<sup>er</sup> et... même saint Alexandre Nevsky!

### *L'alignement des Intellectuels.*

L'armistice signé, les autorités communistes reprennent en mains la littérature et combattent désormais tout relâchement. La campagne lancée en août 1946 par A.A. Jdanov, entre dans l'histoire sous le nom de « jdanovtchina » et atteindra son apogée en 1949-1950.

Les écrivains — ces *ingénieurs des âmes* comme les appelle Staline, tout en oubliant ce que l'invention signifie pour les ingénieurs — se mettent au travail.

Une hypertrophie nationaliste pousse les Soviétiques à s'attribuer toutes les inventions réalisées dans le monde (du paratonnerre à la bicyclette et la Vespa...).

Les  
nak,  
Le  
du n  
1952  
Le  
dans  
des  
rieus  
loppé

Les  
pas un  
siveme  
la str  
durere  
d'Ehre  
couran

Le dé

Ses  
dont i  
accord

Le c  
déceml  
de Cho  
diocrite

au cou

Mais  
matiqu

que l'o  
du P.C

Des a

Les survivants de la grande époque, Choukhov, Pasternak, s'abstiennent de rien publier durant vingt ans.

Le roman et le théâtre russes jadis parmi les meilleurs du monde, sont tombés si bas que les prix Staline pour 1952 doivent être décernés à des écrivains non russes !

Le stratège culturel Jdanov qui a causé tant de ravages dans la vie intellectuelle du pays meurt brusquement dans des circonstances demeurées encore aujourd'hui mystérieuses. Un dégel s'amorce avec la mort, tout aussi enveloppée de mystère, du dictateur J.-V. Staline.

## II. — LES INTELLECTUELS SOUS KHROUCHTCHEV ET BREJNEV

Les tendances post-staliniennes n'indiquent absolument pas une progression vers la démocratie. Elles sont exclusivement des aménagements secondaires nécessités par la structure trop rigide de la société stalinienne. Elles dureront l'espace d'un « dégel » : titre d'un roman d'Ehrenbourg qui a donné symboliquement son nom au courant idéologique qui a suivi la mort de Staline.

*Le dégel.*

Ses successeurs espérant atténuer la crise culturelle dont ils héritent, relâchent quelque peu les contrôles et accordent un peu plus de liberté à la discussion.

Le deuxième Congrès des Écrivains se tient alors en décembre 1954. On y entend des interventions très vives de Choukhov, d'Ehrenbourg notamment, dénonçant la médiocrité des œuvres pourtant couronnées de prix Staline au cours des années précédentes.

Mais n'est pas remise en question la conception dogmatique et fidéiste du communisme, non plus d'ailleurs que l'orientation idéologique de la littérature au service du P.C. pour former l'« homme nouveau ».

Des aspirations à une plus grande liberté se manifestent

cependant avec le roman au retentissement universel de Doudintsev : « L'homme ne vit pas seulement de pain ».

D'autres emboîtent le pas et notamment Evtouchenko, Doroch, Bykov, Akhmadoula, Voznessenski, qui expriment le goût et l'audace d'un langage littéraire personnel. Et naturellement Soljenitsyne avec sa « Journée d'Ivan Denissovitch ».

Mais bien vite Khrouchtchev reprend tout ce qu'il a accordé. On revient à la soumission inconditionnelle, aux mots d'ordre du gouvernement autoritaire.

### *Retour à l'ordre socialiste.*

Avec le Rapport de Khrouchtchev « Pour un lien étroit de la littérature et de l'art avec la vie du peuple » (28 août 1957) bientôt qualifié de document historique, l'idéologie se voit restaurée dans son monolithisme dogmatique. Toute manifestation d'indépendance en matière littéraire entraîne un blâme sévère.

Cependant, la pression exercée par la jeune génération d'écrivains ayant leurs opinions personnelles, osant les exprimer, les défendre, refusant d'être de simples miroirs officiels de la « sage direction » du P.C. oblige Khrouchtchev à remettre à plusieurs reprises le troisième Congrès des Ecrivains. Il se tient enfin, en mai 1959, avec 497 délégués parmi lesquels il n'y en a que trois pour représenter les écrivains et les poètes de moins de 30 ans !

Khrouchtchev peut être satisfait ! Les manifestations de loyalisme ont ainsi dépassé toutes celles qui aient jamais eu lieu... L'esprit de parti (*partijnost*) a régné sur les débats. Tout avait été préparé par avance, les rôles distribués, les conclusions mises au point. L'esprit de tutelle l'a emporté ! Le réalisme socialiste, version de 1934, a vaincu encore une fois ! « La Pravda » (25 mai 1959) peut alors intituler son éditorial : « Les écrivains soviétiques sont les auxiliaires du parti ». La loi de continuité, une fois de plus, trouve ici son expression. Quels que soient

les  
nism  
Le r  
Le  
de la  
sans  
De  
klan  
ceuvr  
« Ion  
Le  
la m  
L'in  
colon  
ortho  
dogm  
Mais,  
La  
au no  
camp  
de tra  
de pa  
défini  
directi  
Pour  
doit l'  
Les  
Et si  
feu St  
ment c  
collégi  
Libérai  
Faut  
par dét

les dirigeants qui se succèdent au Kremlin, le communisme ne révisé ni ses principes, ni sa stratégie !

### *Le réalisme sans rivages.*

Le conformisme des « pères » n'est guère apprécié de la nouvelle génération. Et les jeunes entendent écrire sans complaisance ni concession.

Des noms se pressent brusquement sur la scène : Baklanov, Siniviaski Kouznetsov, Gladiline, etc., dont les œuvres rendent célèbres deux revues « Novy Mir » et « Iounost ».

Le talent de ces jeunes hétérodoxes aura-t-il raison de la médiocrité des aînés « alignés » ?

L'indignation de ces milieux conservateurs emplît les colonnes de la revue « Oktiabr » qui défend la stricte orthodoxie marxiste. En dehors de Cholokhov, ces milieux dogmatiques ne comptent guère d'écrivains de valeur. Mais, hélas, ils donnent le ton et font la loi.

La lutte entre libéraux et conservateurs continue donc au nom même du réalisme socialiste invoqué par les deux camps. Pour les conservateurs, il ne saurait être question de transiger de quelque manière que ce soit sur l'« esprit de parti » (partijnost) en littérature tel que Staline l'a défini, c'est-à-dire soumission totale de l'écrivain à la direction idéologique du P.C.

Pour les jeunes libéraux, le civisme (grajdanstvennost) doit l'emporter sur l'esprit de parti.

Les discussions vont s'élargissant et s'approfondissant. Et si le P.C. n'intervient pas au moyen d'ukases comme feu Staline ou comme Khrouchtchev, c'est faute précisément d'unité de vues à l'échelon suprême de la direction collégiale.

### *Libéraux contre conservateurs.*

Faute de pouvoir trancher directement, Brejnev va agir par détour notamment en faisant, le 10 février 1967, mon-

ter par la Sécurité d'Etat de feu Beria, un véritable procès de trahison contre les écrivains A.-D. Siniavski et Y.-M. Daniel. Le procès devait intimider l'intelligentsia libérale et la discréditer aux yeux de l'opinion.

La bassesse et la sottise des accusateurs et la dignité tout autant que la fermeté des accusés ont produit l'effet inverse. La magistrature en fut ridiculisée et Brejnev éclaboussé par contre-coup.

Et l'on vit même, fait sans précédent dans l'histoire de l'U.R.S.S., un mouvement de protestation se développer dans les milieux de l'intelligentsia : une centaine d'écrivains soviétiques osant réclamer la libération de Siniavski et de Daniel.

Loin de désarmer le camp des libéraux, le procès Siniavski-Daniel lui a permis de prendre conscience de sa force. Et par là même d'aggraver davantage les divisions avec les conservateurs.

#### *Le culte des apparences.*

Pour éviter dans ces conditions que l'affrontement public ne prenne l'ampleur d'un scandale, Brejnev, toute honte bue, dut faire machine arrière.

La convocation du quatrième Congrès des Ecrivains, fixée pour décembre 1966, fut alors reportée au 22 mai dernier : le P.C. étant persuadé que les passions seraient apaisées et que la célébration du cinquantième de la révolution ferait taire les dissensions. En quoi il eut raison.

Le récent rappel à l'ordre de la « Pravda », visant à la fois Novy Mir (revue des libéraux) et Oktiabr (revue des conservateurs), ne devait pas faire illusion.

La ficelle est un peu grosse. Car en réalité il s'agit pour l'organe officiel soviétique de sauvegarder l'apparence de l'unanimité et de ramener le conflit qui oppose écrivains libéraux et conservateurs à une simple querelle de chapelles.



*La vraie littérature, telle Cendrillon...*

Le 22 mai, au Grand Palais du Kremlin s'est donc ouvert le IV<sup>e</sup> Congrès des écrivains en présence des membres du politburo et du Comité central du P.C.

L'éditorial de la « Literatournaja Gazeta » avait donné le ton dans son éditorial : « Il n'existe pas de thèmes interdits pour notre littérature mais l'écrivain soviétique, fidèle aux principes du réalisme socialiste voit chaque fait, chaque personnage qu'il peint dans le contexte historique concret et les place en relation avec les idéaux qui constituent les objectifs de notre développement social ».

La vraie littérature, telle Cendrillon, n'était pas là. Paoutovski se trouve à l'hôpital, Ehrenbourg est en Italie avec les stendhaliens... Côté poètes : Voznessenski est aux U.S.A., Evtouchenko à Fatima, Tvardovsky, grande figure de Novy Mir n'est même pas délégué... Dobrolovski, Vaguine, attendent, en prison, de passer en jugement.

Mikhail Choukhov, prix Nobel en 1965 et qui a bruyamment approuvé la condamnation aux travaux forcés de Siniavski et Daniel s'est élevé avec force, à la séance du 26 mai, contre... « ceux qui, en Occident, réclament une liberté absolue pour la création littéraire et artistique en U.R.S.S.... » Puis il a rappelé leur devoir aux écrivains « ces ingénieurs des âmes » de feu Staline !

Mais comme l'écrivait Lydia Tchoukovsky à Choukhov : « La littérature se vengera comme elle se venge à l'égard de ceux qui faillirent au lourd devoir qu'elle impose. Elle vous a déjà condamné à la peine la plus mortelle qui puisse exister pour un écrivain : la stérilité. Nul honneur, nul argent, nul prix national ou étranger ne saurait écarter de vous ce verdict !... »

Ainsi, en attendant que sonne pour tous ce que Soljenitsyne appelle l'heure de la prise de conscience, en U.R.S.S. le cycle des dilemmes infernaux continue.

# LA GUERRE EN INDOCHINE

## LE POINT DE VUE D'UN MILITAIRE

Les Américains mènent actuellement en Indochine une guerre qui se déroule sur trois fronts :

- Le Nord Viet-Nam.
- Le 17<sup>e</sup> Parallèle et la région des confins des Plateaux du Sud Viet-Nam.
- La région du Delta du Mékong.

Cependant, malgré leurs caractéristiques différentes, tous ces fronts concourent au même but : libérer le Sud de la menace communiste venant du Nord.

\*  
\*\*

Au Nord Viet-Nam les Américains n'ont engagé jusqu'à ce jour que leur aviation. Les opérations se résument en une série de bombardements visant les centres vitaux. Comme tous les bombardements stratégiques (voir guerre 1939-1945), ils n'ont pas un effet immédiat sur les opérations, mais ils usent le potentiel militaire de l'adversaire, et, quoiqu'en pensent certains journalistes, ils minent le moral de la population. Cette profonde lassitude des populations peut ne pas apparaître aux yeux d'observateurs superficiels, souvent prévenus, toujours « cornaqués » par

des personnalités officielles et qui ne passent que quelques jours au Tonkin. Les organisations politiques des systèmes totalitaires ne donnent jamais à la population la possibilité d'exprimer librement sa pensée. Nous l'avons bien vu pendant la dernière guerre ; il a fallu qu'Hitler se tue lui-même et que tout son système s'écroule pour que la population allemande se sente vraiment libérée.

Mais nous savons de source sûre l'angoisse qui étreint le gouvernement de Hanoï. Il attend anxieusement la cessation des bombardements d'une vaste action psychologique, lancée dans le monde entier et soutenue par d'importants organismes de presse, de radio et de télévision.

Pendant la guerre d'Algérie, une courte mais violente campagne de presse, après le raid de notre aviation sur Sakhiet-Sidi-Youssef à la frontière tunisienne, a suffi pour interdire à notre armée toute intervention hors des frontières algériennes. Mais les bombardements du Nord Viet-Nam durent depuis bientôt deux ans ; ils sont devenus une nécessité inéluctable pour la conduite de la guerre en Indochine ; l'action psychologique ne les fera pas cesser.



Aux confins du 17<sup>e</sup> Parallèle et dans la région limitrophe des Plateaux du Sud Viet-Nam, la guerre, dans son ensemble, garde l'aspect général de celle que l'armée française menait au Tonkin pendant les années de 1950 à 1954.

Mais à cette époque les divisions du Viet-Minh étaient formées, équipées et instruites en Chine dans des camps d'entraînement inaccessibles à l'armée française. Ces camps étaient à proximité du champ de bataille ; battues, les divisions viet-minh avaient toujours la possibilité de s'y reformer dans une sécurité totale. Leurs lignes de communication étaient relativement courtes et pratiquement invulnérables. Nous avions certes quelques avions, mais nous n'avions pas une aviation à l'échelle d'une armée moderne en campagne. Nos avions n'ont jamais été en

mesure de gêner sérieusement le ravitaillement des divisions en opération ; même pendant la bataille de Dien-Bien-Phu, où pourtant elles ne disposaient que d'une seule route, la R.P. 41.

Aujourd'hui les lignes de communication des unités régulières que le Nord Viet-Nam tente d'engager au Sud du 17<sup>e</sup> Parallèle se sont considérablement allongées. Elles sont rares et vulnérables sur de très longues distances. Le sanctuaire chinois, inviolable, est trop loin pour jouer efficacement son rôle.

Si le gouvernement de Ho Chi Minh engageait au Sud du 17<sup>e</sup> Parallèle un nombre trop important de divisions régulières, il n'aurait pas la possibilité de les ravitailler. En outre, un débarquement sur leurs arrières, dans l'étroite bande côtière du Nord Annam, coupant leurs lignes de communication, rendrait leur situation très précaire. Le général Giap est trop prudent pour lancer son armée dans une telle aventure.

L'intervention directe d'une armée chinoise sur le 17<sup>e</sup> Parallèle ne peut être qu'une vue de l'esprit. Ses lignes de communication seraient exagérément allongées et son ravitaillement impossible. Enfin, cette armée transformerait le Nord Viet-Nam en un véritable désert. Ho Chi Minh qui a vu le comportement des divisions chinoises d'occupation au Tonkin en 1945-46, ne tient certainement pas à ce que cette douloureuse expérience se renouvelle.

Le Nord est appelé à devenir une sorte de No Man's Land, destiné à gêner l'engagement d'une force Nord Viet-Namienne importante et surtout à interdire l'intervention directe d'une armée chinoise dans la bataille.

Les opérations militaires aux confins du 17<sup>e</sup> Parallèle ne seront jamais très importantes. L'Indochine ne sera pas une nouvelle Corée.



Cependant, sur les deux fronts précédemment cités, la guerre conservera toujours les caractéristiques générales

d'une guerre classique. Au contraire, dans le Delta du Mékong, se sont des opérations de guerre subversive qui vont être engagées.

En guerre subversive, en effet, on ne se heurte pas à une armée organisée suivant les normes habituelles, mais à des bandes armées agissant clandestinement au sein d'une population manipulée par une organisation spéciale et qui sert de support aux bandes.

Le but d'une opération de guerre subversive ne consiste pas à rechercher systématiquement le contact et à engager le combat avec des bandes invisibles, fluides et insaisissables, vivant au sein des populations comme des poissons dans l'eau, elle vise essentiellement à leur retirer le soutien que leur apporte la population, puis à les faire mourir par asphyxie si l'engagement sur le terrain ne peut y parvenir.

En guerre subversive une opération n'obtiendra jamais de résultats spectaculaires chers aux militaires toujours amoureux de panache ou aux journalistes avides d'informations sensationnelles. C'est une affaire très complexe et de longue durée. Elle exige des effectifs considérables destinés, non pas à conduire une bataille dure contre un adversaire résolu, mais à tendre sur une zone importante, comprenant la totalité des chemins de parcours des bandes, un immense filet aux mailles solides dans lesquelles les bandes finiront par se laisser prendre.

A l'abri des troupes implantées sur le terrain, des équipes spécialisées entreprendront une action politico-militaire complexe qui s'attachera d'abord à supprimer toutes les sources de ravitaillement des bandes ; ensuite elles s'attaqueront aux organisations subversives qui manipulent les populations pour les détruire ; elles regrouperont les habitants pour rendre leur contrôle plus facile et organiseront leur protection pour empêcher tout retour offensif de l'adversaire. L'opération ne sera terminée que lorsque l'ensemble du plan prévu aura été exécuté.

Une telle opération exige des effectifs considérables, de quatre à huit divisions suivant l'étendue de la zone à traiter, le relief et la densité de la population, et, du temps. L'armée française n'a jamais disposé d'effectifs suffisants pour entreprendre des opérations d'une telle envergure ; le commandement français ne les a d'ailleurs jamais sérieusement envisagées ; il s'est contenté le plus souvent de lancer, sans plan précis, ses unités d'intervention après les bandes, comptant surtout sur leur valeur pour obtenir des résultats ; mais il ne s'est jamais sérieusement attaqué à leur support (1).

Par contre, elles sont familières à l'armée américaine. C'est par une série d'opérations semblables, minutieusement préparées et bien conduites qu'elle est parvenue dans des délais relativement courts, à faire disparaître entièrement la guérilla qui s'était installée derrière le front de Corée, dans la zone occupée par les troupes de l'O.N.U.

La plus importante de celles-ci est l'opération Batkiller dans la région montagneuse du Sud-Ouest Coréen, dans laquelle furent engagées trois divisions : deux divisions nord-coréennes, une division américaine renforcées par un bataillon de forces de police. Elle dura trois mois, du 15-12-51 au 16-3-52. Sans jamais livrer de combats importants, cette opération obtint des résultats considérables : 11.000 guérilleros furent tués et 10.000 faits prisonniers avec des pertes insignifiantes. Le colonel J.E. Berbe, directeur de l'Infanterie au « United States Army Special Warfare School » à Fort-Brag (Nort Carolina), écrivait en 1956, dans une revue militaire américaine au sujet de ces opérations :

« Une opération de contre-guérilla n'est terminée que lorsqu'il n'y a plus de guérilleros dans la région traitée

---

(1) Sauf l'opération Jumelle en Kabylie qui cependant ne fut jamais poussée à fond.

et non lorsque les bandes ont été dispersées et désorganisées ».

Mais à ceci, aujourd'hui, il faut ajouter pour être complet :

« Lorsque la totalité des organisations subversives auront été détruites et d'autres mises en place pour empêcher tout retour offensif de l'adversaire ».

Pour engager des opérations d'une telle envergure, il fallait disposer d'effectifs suffisants. Le général Westmoreland les a obtenus. Les opérations lancées ces jours-ci seront conduites méthodiquement et poussées à fond suivant les meilleurs principes de la guerre subversive. Dans un délai raisonnable, elles aboutiront à la pacification du Delta.



Le fait que nous avons perdu la guerre en Indochine pour des raisons complexes qu'il est inutile d'invoquer ici et que le gouvernement français n'a pas voulu de la victoire de notre armée en Algérie, a accredité dans l'esprit de nos compatriotes l'opinion qu'une guerre subversive est perdue d'avance contre un soulèvement dit « populaire ». Une guerre n'est perdue que lorsque l'armée ne dispose pas de moyens suffisants pour la conduire ou lorsque ses chefs utilisent des méthodes surannées.

Or, aujourd'hui, les Américains ont les moyens et la méthode. En dépit d'une certaine propagande qui s'efforce de prouver le contraire, les Américains gagneront la guerre.

Mais gagner la guerre est une chose, c'est l'affaire des militaires. Faire la Paix en est une autre, c'est celle des hommes politiques. Les liens affectifs qui nous attachent à l'Indochine nous font souhaiter qu'elle apporte au peuple vietnamien, du Nord comme du Sud, une liberté réelle et durable.

## *Le Mystère des Chambres à Gaz*

Suite à une attaque lancée par « Le Monde » contre le N.P.D., le 10 mai, ce journal vient d'annoncer dans un discret entrefilet que l'assertion des militants N.P.D., selon laquelle : « Aucun camp de concentration comportant une chambre à gaz n'a existé sur le territoire du Reich » est exacte.

Citant la déclaration de l'Institut d'Histoire Contemporaine de Munich en date du 19 août 1960 : « Il n'y a eu de chambre à gaz en aucun camp de concentration sur le territoire de l'ancien Reich », « Le Monde » admet ainsi la remise en cause fondamentale d'une des légendes les plus tenaces de la II<sup>e</sup> guerre mondiale.

On ne peut certes qu'admirer l'objectivité du « Monde », reconnaissant, avec pas mal de retard tout de même, un fait si important.

Mais l'on peut s'étonner à bon droit de voir « Le Monde » s'arrêter en si bon chemin ; les journalistes de ce journal si sérieux n'ont pas d'archives très au point sur la question. Nous allons nous efforcer de leur apporter une telle documentation, qu'ils sauront, nous n'en doutons pas, exploiter avec la même objectivité.

Le S.S. Obersturmbannführer Sühren a été condamné à mort et pendu pour avoir fait construire et utiliser, à partir de mars 1945 (!) une chambre à gaz dans le konzentration läger de Ravensbruck, situé sur le territoire du Reich Grand-Allemand. Sühren a fait les aveux les

plus  
mona  
juille  
cette  
l'appu  
de Si  
bable  
Les  
mond  
Ma  
traint  
oblige  
bruck  
jeter  
chwit  
On  
à gaz  
const  
dit co  
sinier  
Mond  
pour  
Il e  
de » p  
Social  
seule  
sent  
les. O  
ple al  
Mais  
l'argu  
été au  
Lor  
sembl  
faux  
nal-so



plus complets et les *Cahiers d'Histoire de la 2<sup>e</sup> guerre mondiale* (Le système concentrationnaire allemand, n° 15-16 juillet-septembre 1954) ont étudié en détail l'histoire de cette fameuse chambre à gaz, avec force témoignages à l'appui. Nous pouvons donc considérer que la déposition de Sühren à son procès est un faux pur et simple, probablement extorqué par des moyens douteux.

Les témoignages du Comité d'Histoire de la 2<sup>e</sup> guerre mondiale sont donc, eux aussi, nuls et non avenues.

Mais tout ceci est fort grave, car si Sühren a été contraint de mentir, d'autres S.S. n'ont-ils pas été, eux aussi, obligés à altérer la vérité ? Si les témoins de Ravensbrück sont des faux témoins, l'historien ne doit-il pas jeter un regard plein de soupçons sur les témoins d'Auschwitz et de Dachau ?

On montre encore aux visiteurs de Dachau des chambres à gaz. Si nous suivons « Le Monde », elles ont donc été construites *après* la défaite du III<sup>e</sup> Reich. Mais pour avoir dit cela, bien des auteurs, de Maurice Bardèche à Rassinier, ont été condamnés par des tribunaux français. « Le Monde » sera-t-il, lui aussi, traîné devant les dits tribunaux, pour cause de « néo-nazisme » ?

Il est incontestable que le modeste entrefilet du « Monde » peut avoir un effet bénéfique sur l'étude du National-Socialisme allemand, qui doit être, encore aujourd'hui, la seule période de l'Humanité sur laquelle les historiens refusent d'accomplir leur travail, selon leurs normes habituelles. On parle encore de la responsabilité collective du peuple allemand dans les massacres de l'époque hitlérienne. Mais les chambres à gaz n'ayant pas existé dans le Reich, l'argument unique, selon lequel le peuple allemand aurait été au courant de tels faits, n'existe plus.

Lorsqu'on étudie le phénomène S.S., pris dans son ensemble, on se heurte de même à un certain nombre de faux manifestes qui concernent les S.S. et le Reich national-socialiste. On a condamné les S.S. en tant qu'organi-

sation criminelle et le simple fait d'y appartenir a été tenu pour crime ; mais 1.500.000 hommes ont fait partie de la S.S., et seule une toute petite poignée d'individus (4.000 environ) a été jugée (à tort ou à raison) comme criminels de guerre. Les autres n'étaient donc, en aucun cas, des criminels. Etre S.S. ne peut donc être considéré, en toute justice comme un fait délictueux.

Même les S.S. des camps de concentration ne peuvent avoir été les monstres dont on parle, au moins dans leur grande majorité. La garnison du kz läger de Mauthausen comptait 5.812 S.S. en décembre 44. Or, tous ces S.S. furent faits prisonniers ; seuls 37 purent être poursuivis, pour crimes. 37 sur 5.812, on voit la proportion d'éléments criminels ! D'ailleurs, sur 5.812 S.S., 108 seulement étaient en contact avec les détenus, les autres S.S. ne les voyant jamais. Il est donc impossible de dire que les S.S. Tötenkopfwachverbände (gardiens des kz läger) aient été en tant que tels punissables pour crimes contre l'humanité.

Les Einsatzgruppen, chargés du nettoyage des ornières du Front de l'Est, ont été considérés comme ayant fait de la S.S. allemande un groupe d'assasins. Or, les membres de ces Einsatzgruppen n'étaient pas, pour la plupart, des membres de S.S. allemande :

— Dans les groupes A, B, C, D, soit 2.100 hommes au départ, 800 étaient des policiers normaux (O.R.P.O.), 1.000 des auxiliaires locaux (Lettons, Ukrainiens), seuls, quelques chefs étaient S.S., en provenance du S.D. (Service de Renseignements). Lorsque les effectifs passèrent à 4.500 hommes, ce fut par l'adjonction de nombreux éléments autochtones (Schutzraumbataillon : bataillon de sécurité). *Les assassins des Einsatzgruppen étaient des Russes, non des Allemands.* Nombre de « victimes juives des Allemands » furent, en réalité, massacrées par les populations indigènes : les pogromes de Lvov des 29 et 30 juin 1941 furent effectués par les Ukrainiens du Bataillon Nachtigal (Armée de Libération Ukrainienne), ainsi que ceux

de Kiev du mois de juillet. Le corps lithuanien de l'Armée Rouge étant passé le 16 juin 41 aux Allemands, sous l'ordre de leur chef, le général Kubiliounas, massacrait les Juifs de Wilno.

Le « Frère de la Forêt » (partisan anti-Soviétique) Klimatis, organise les pogromes de Kaunas. Un rapport de l'O.K.W. du 23 octobre 1941, indique les réactions de la population russe à la « Solution Finale » :

« La population indigène, qui n'ignore rien du processus de la liquidation, le considère... en partie avec satisfaction et la milice ukrainienne y prend part... La population de Crimée a une attitude anti-juive, et dans des cas isolés, remet elle-même des Juifs aux kommandos aux fins de liquidation. Les Starostas (maires) demandent à être autorisés à liquider eux-mêmes les Juifs ».

En Pologne même, les fascistes polonais des S.K.Z. (Forces Armées Nationales) luttent plus contre les Juifs que contre les S.S., sous la direction de Piasecki, actuel chef du groupe pro-communiste Pax.

Le Ghetto de Varsovie n'a-t-il pas été détruit par des Lettons, des Ukrainiens, des Polonais, des « Volksdeutsche » de Yougoslavie et, pour ainsi dire, sans un seul S.S. allemand, à part le S.S. Brigadeführer Stroop et son état-major ?

On voit, à ces brèves notations, que l'histoire de la « Solution Finale » n'est pas encore prête d'être close. Mais il faut qu'elle soit étudiée selon des normes historiques, et non selon des critères de propagande. Quand on étudiera *combien de déportés* pouvaient recevoir les *installations ferroviaires d'Auschwitz*, on commencera à étudier objectivement le sinistre camp de Pologne. Quand, comme l'a commencé Reitlingen (« The Final Solution »), on essaiera de connaître le nombre de Juifs qui purent s'enfuir avant l'arrivée de la Wehrmacht, ou rejoindre les partisans, on pourra valablement discuter des pertes juives de la guerre, mais pas avant.

Maurice BARDECHE

---

## *De quelques sujets de réflexion*

DU PROCES DE STOCKHOLM  
AU PROCES DE NUREMBERG

Le ridicule tribunal du lord Russel aura eu au moins une utilité : il aura servi à démasquer et à déconsidérer le Tribunal International de Nuremberg. C'est un résultat dont il faut savoir gré à M. Jean-Paul Sartre et à ses amis.

Lorsque le Tribunal Militaire International fut réuni à Nuremberg, il eut l'avantage de pontifier sans contradiction. Les adversaires étant réduits au silence, la comédie se déroula devant un public parfaitement sérieux. La liste des atrocités fut reçue comme parole d'Évangile et on écouta la lecture de l'Épître dans un profond recueillement. La cérémonie se termina par un Alleluiah : on tenait des atrocités solides comme un mobilier de famille et comme lui « garanties pour longtemps ».

Le lord Russel qui n'est pas aussi madré que Roosevelt et le bon Staline, s'est laissé imprudemment convaincre de mener la même opération devant un public qui n'avait pas été assommé au préalable. Ce public assez éveillé ne prit par le lord Russel pour Dieu le Père. Il eut l'imper-tinence de joindre ses atrocités à une campagne parfaitement orchestrée et manifestement destinée à frustrer

les  
Dè  
pa  
aus  
cra  
qu'  
mo  
nio  
est  
logi  
aus  
de l  
ne  
du  
suite  
J'ai  
cette  
d'hu  
ment

L'in  
pouil  
buna  
deux  
leur  
batter  
d'un  
On sa  
ponda  
docter  
vilège  
conséc  
En  
telles

les Américains du résultat de leurs opérations militaires. Dès lors, le caractère politico-stratégique de toute propagande sur les atrocités devint évident. Un personnage aussi peu porté à la violence que Thierry Maulnier ne craignit pas de déclarer que ce pseudo-jugement ne visait qu'à une mobilisation de l'opinion publique par des moyens de saltimbanques. Et une grande partie de l'opinion admit avec lui que toute campagne sur les atrocités est *une arme comme une autre*, mais une arme psychologique dont les effets dans un plan d'opérations sont aussi rigoureusement calculés que ceux d'une intervention de l'artillerie. Nous n'avions jamais dit autre chose. Nous ne pouvons que nous féliciter que cette notion gagne du terrain grâce à cette manifestation convaincante. La suite des temps est décidément un défilé de carnaval. J'ai été mis en prison pour avoir soutenu prématurément cette thèse dans un livre et le lord Russel passe aujourd'hui pour un saint homme parce qu'il en apporte naïvement la démonstration.



L'institution même du beau tribunal de Stockholm dépouille de tout prestige les fondements juridiques du Tribunal Militaire International. Car on s'aperçoit que ces deux tribunaux sont aussi solides l'un que l'autre et que leur « légitimité » ne dépasse pas en effet celle d'une batterie d'artillerie. Cette fois, la démonstration est venue d'un non moindre personnage que le général de Gaulle. On sait que celui-ci a saisi l'occasion d'avoir une correspondance littéraire avec un illustre confrère. Il a expliqué doctement à Jean-Paul Sartre que la justice est un privilège régalien et qu'elle ne peut être administrée en conséquence que par un gouvernement légitime.

En dehors de cela, il y a des « juridictions de fait » telles que cours martiales, tribunaux de la Sainte-Wehme,

jugements sommaires du « milieu », etc. dans lesquelles on ne fait pas autre chose que d'habiller les tueurs de cagoules, de képis ou de bonnets carrés. Or, cette vigoureuse page de doctrine retombe de tout son poids sur le Tribunal Militaire International : lequel n'émanait en effet d'aucune autorité mondiale légitime, n'incarnait le droit régulier d'aucun souverain accepté par le peuple allemand et ne représentait que la toute-puissance de fait des vainqueurs. En somme, une cour martiale improvisée dans une ville conquise, qualité que reconnaît ingénument le titre de « Tribunal Militaire International ».

..

On est en droit de ne pas être moins satisfait des débats que, pour ma part, j'ai suivi d'un peu loin. Le lord avait bien fait les choses. On a pu revoir sur les photographies de presse ces écouteurs qui transforment les « juges » en Martiens et qui impressionnent tant les niais. C'est l'hermine et les lys de la civilisation de masse. Le sérieux de la documentation étant ainsi établi, on produisit plusieurs rapports sur les bombardements de populations civiles. Personnellement, je les regarde volontiers comme des « crimes de guerre » et je ne me suis pas dispensé de le dire. Le tribunal aurait certainement été plus à l'aise pour le proclamer si les prédécesseurs de Nuremberg n'avaient pas établi la jurisprudence contraire : puisque le massacre de 400.000 civils à Hambourg par les bombes au phosphore et celui de 350.000 réfugiés à Dresde — pour ne citer que les « interventions » les plus connues — n'ont pas été reconnus comme des « crimes de guerre » mais sont seulement des actes de légitime défense, on ne voit pas ce qu'on peut objecter au bombardement de la banlieue d'Hanoï. Devant cette difficulté, le tribunal de Stockholm s'est replié, tout comme le tribunal de Nuremberg, sur la responsabilité de la guerre. Toujours soucieux de mener à bien son

œuvre de destruction, il a hissé sur le rempart ce bon vieux pacte Briand-Kellogg, dont le Tribunal Militaire International avait fait si grand usage. On sait que le pacte Briand-Kellogg met la guerre hors-la-loi. Il en résulte que lorsqu'un procédé de guerre inédit tel que la « guerre subversive » est employé pour s'emparer d'une position stratégique, on n'a le droit de s'y opposer en aucune manière, puisqu'il est interdit de la défendre par les procédés de la « guerre classique ». Cette conséquence, déroulée par les collaborateurs du lord Russel avec la plus comique gravité, a mis le bon vieux pacte aussi mal en point que les autres appareils de siège utilisés à Nuremberg. Car si le pacte Briand-Kellogg n'interdit pas la « guerre subversive » qui est la forme moderne de la guerre, il faut peut-être en conclure qu'il n'est pas beaucoup plus utilisable que les traités signés par François 1<sup>er</sup>. Or, cette vénérable bombarde est la seule pièce d'artillerie lourde que Justice Jackson ait trouvé à Nuremberg pour « prouver » que l'Allemagne portait *toute la responsabilité* de la deuxième guerre mondiale. Il résulte fort clairement du magnifique jugement de Stockholm que l'Allemagne est exactement aussi responsable du déclenchement de cette guerre que les Etats-Unis le sont aujourd'hui de la situation qui a été créée au Vietnam.

Voilà ce qui arrive aux gens trop zélés. Jean-Paul Sartre ferait mieux d'écrire des pièces de théâtre : c'est à peu près ce qu'on lui a dit de tous côtés. Dans ses pièces, ses sophismes ne sont visibles qu'à de bons yeux, ils échappent, au moins la plupart du temps, à une grande partie du public. Sa mise en scène des procès est beaucoup moins heureuse. Ce n'est pas moi qui m'en plaindrai. J'apprécie beaucoup la transposition du procès de Nuremberg en parade de cirque. C'est tellement plus efficace que les procédés grossiers et monotones que je m'obstine à employer !



## LE RETOUR DE RAVACHOL

L'atroce attentat de Bruxelles a surpris. Car la logique surprend toujours. Endormis par le ronron des mots, nous sommes incapables de connaître le vrai visage de notre temps. Ce qui est étonnant c'est que le terrorisme n'ait pas été employé plus tôt et plus largement. Car il est la conséquence des méthodes approuvées et glorifiées depuis vingt ans.

L'origine de ces méthodes est dans l'approbation d'actes d'assassinat, de sabotage et de terrorisme, commis pendant la guerre sous le prétexte de *patriotisme*. On a glorifié des actes contraires au « droit des gens », on a revendiqué la légitimité de *tous les modes de combat sans exception*, lorsqu'il s'agit de combattre « l'empire du Mal ». On ne s'est pas contenté de cela. On regarde aujourd'hui ces actes comme des méthodes normales de lutte dès qu'il s'agit de défendre *la bonne cause* : et même on les décrit comme des méthodes de lutte sacro-saintes et on s'indigne qu'on leur applique des procédés de répression. On feint de croire qu'en imposant la terreur et en « éliminant physiquement » les adversaires, on ne fait que se débarrasser des traîtres. Il est bien clair qu'on ne voit pas pourquoi on s'arrêterait en si bon chemin. Les anarchistes n'étaient que des « maquisards » qui opéraient en ville. Ces « guérilleros » un peu en avance sur leur temps, utilisaient les bombes, l'épouvante, la destruction, comme des armes spécialement efficaces de la guerre politique. Or, on est toujours « l'empire du Mal » pour quelqu'un. La société bourgeoise qui applaudissait poliment lorsqu'il s'agissait de tirer dans le dos des territoriaux de l'armée allemande voit aujourd'hui avec stupeur *qu'elle est devenue l'armée allemande*. C'est pourtant dans l'ordre. Toute forme de vie bourgeoise, tout refus bourgeois de laisser passer la révolution, toute « conscience bourgeoise » est en réalité une « armée d'occupation » pour une



volonté foncièrement révolutionnaire et on lui applique en conséquence les méthodes qui ont fait leurs preuves et qui ont été d'ailleurs accueillies avec tant de politesse et de considération.

Je ne suis pas compétent pour décider si Mao est meilleur interprète de Lénine que Khrouchtchev. Mais je sais bien que les communistes pro-chinois ramènent aujourd'hui le communisme à ce qu'il était en 1921. Les paisibles « carriéristes » dont toute l'ambition était d'être les Ulbricht de l'avenir, les dociles défilés qui sont l'opium du prolétariat depuis quarante ans ne seront bientôt plus que des souvenirs du « communisme de papa ». Pourquoi, en retrouvant l'énergie des anarchistes, les communistes nouveau style nous épargneraient-ils les armes des anarchistes ? Puisque maintenant toutes les guerres sont des luttes à mort et que toutes les guerres sont partout, pourquoi aurions-nous droit à un *secteur tranquille* du front ?

La guerre est déclarée d'un bout à l'autre de la planète entre les « fascistes » de la race blanche et les « patriotes » du prolétariat de couleur. Pourquoi n'aurions-nous pas nous aussi nos « maquisards » ? Ils ne sont pas tout à fait semblables à l'image que nous nous étions faite des « partisans », des « hors-la-loi », des « guérilleros » indomptables, combattants intrépides de l'oppression ? C'est peut-être que nous nous étions fait une image un peu romantique de la guerre et du combat clandestin. Aujourd'hui les « fascistes », c'est nous. Alors de quoi nous plaignons-nous ? Est-ce que les flammes et les cadavres n'étaient pas tout à fait pareils à Dresde et à Hambourg ? C'est la guerre, disaient les bons apôtres avec résignation. Eh bien, c'est la guerre pour nous maintenant. Et avec les armes dont nous trouvons l'emploi si naturel contre les autres. Il aurait peut-être mieux valu y penser un peu plus tôt.



## MOURIR POUR ISRAËL

S'il fallait une preuve manifeste du danger que provoque la puissance mondiale des Juifs, les événements du Moyen-Orient se chargent de nous l'apporter. La puissance des Juifs dans les affaires, dans la politique et dans la presse nous a déjà valu la seconde guerre mondiale. La situation actuelle au Moyen-Orient nous montre que la puissance juive peut toujours être à l'origine d'une catastrophe analogue.

Au moment où ces lignes paraîtront, le péril qui s'est révélé tout d'un coup sera probablement moins dramatique. Nous l'espérons du moins. Mais les causes du péril n'en subsisteront pas moins et nous devons les concevoir clairement.

Nous n'avons pas une hostilité particulière à l'égard de l'existence d'un Etat juif indépendant. Mais il est impossible de ne pas constater que les répercussions causées dans le monde lorsqu'un danger menace l'Etat d'Israël sont anormales et hors de proportion avec les problèmes posés par l'étendue et la situation géographique de cet Etat. Il est extravagant qu'on puisse seulement évoquer l'idée d'une guerre entre les Etats-Unis et l'U.R.S.S. à propos de l'accès des navires au golfe d'Akaba.

L'émotion soulevée dans le monde entier par cet incident mineur justifie la thèse que *Défense de l'Occident* et quelques rares organes d'opposition à la domination mondiale juive ont été seuls à soutenir sur la double nationalité des Juifs. Tout Juif est moralement citoyen d'Israël, quelle que soit sa nationalité. Tout Juif, dans quelque pays que ce soit, se sent tenu à une allégeance à l'égard de l'Etat juif. Et naturellement, tout Juif considère que lorsqu'un danger menace l'Etat d'Israël, il doit mettre son crédit et son influence à la disposition de l'Etat d'Israël. La mobilisation morale qui se fait de toutes parts, les déclarations d'engagements volontaires, l'émotion et les mani-

festes des groupes et associations, le zèle de la presse, la servilité des partis, les pressions de toutes sortes indiquent assez que toutes les batteries lourdes de l'opinion, comme celles d'un cuirassé, tournent sur leurs tourelles et pointent leurs canons contre l'ennemi de l'Etat juif. Lorsque les journaux ont l'audace de nous expliquer sans détour que l'attitude des Etats-Unis a pour explication l'influence de la population de New-York, première ville juive du monde, sur les décisions de Washington, ils reconnaissent naïvement que le parti juif des Etats-Unis est assez puissant pour pousser le gouvernement américain à risquer la paix mondiale par complaisance à son égard.

Même si le danger s'éloigne, il n'en restera pas moins que l'existence de l'Etat sioniste crée un danger de guerre permanent. La situation de fait imposée aux Arabes par la contrainte, se dénouera fatalement un jour ou l'autre d'une manière violente. Les Juifs qui se plaignent constamment des persécutions subies par leur peuple, se sont donnés beaucoup de mal pour réunir toutes les conditions d'un gigantesque *pogrom*. On criera alors, une fois de plus, au génocide. Ne vaudrait-il pas mieux prévenir la catastrophe en reconnaissant dès maintenant que la localisation de l'Etat d'Israël a été une erreur? Bien sûr, il y a toutes sortes de raisons sentimentales et historiques, mais faut-il accepter le suicide pour rester fidèle à une tradition religieuse?

Je sens bien le caractère paradoxal d'une telle proposition. Mais nous devons aussi nous convaincre que la situation actuelle ne peut pas durer indéfiniment. Ou bien Israël doit réduire à merci militairement les Etats arabes et leur imposer une sorte de protectorat qui les maintiendrait dans l'impuissance, ou bien Israël sera balayé un jour ou l'autre par une tornade qui fera place nette. Bien entendu, on passe pour un ennemi des Juifs quand on fait des constatations aussi évidentes. Les véritables

ennemis des Juifs sont pourtant ceux qui les poussent à un entêtement dont les conséquences risquent d'être beaucoup plus tragiques que tout ce qui leur est arrivé jusqu'ici.

Il est bon, toutefois, que les Juifs et ceux qui les excitent à l'intransigeance comprennent qu'une guerre mondiale *pour l'Etat juif* ne passera pas comme une lettre à la poste. Je souhaite fermement que cette perspective soit éliminée quand on lira ces lignes. Mais c'est beaucoup trop qu'elle ait apparue un instant. Je ne comprends pas comment les Juifs eux-mêmes n'aperçoivent pas qu'une pareille question ne devrait jamais être posée. Un de leurs intérêts essentiels est certainement qu'on ne s'avise pas trop de leur formidable puissance dans le monde actuel. Il n'est pas de pire défaite pour eux en réalité, que les peuples découvrent qu'il n'est pas raisonnable que nos nations soient dirigées en fait par des princes occultes qui ne parviennent pas à oublier leur patrie d'élection.

La

L  
ess  
mis  
d'  
du  
ent  
gre  
mo

Q

gre  
en

layé

par

mili

mer

Dén

leur

pre

plite

d'ai

gre

La

réal

Il e

1964

inef

## *Chronique Politique*

---

### *La Grèce des colonels.*

Le coup d'état militaire en Grèce représente un facteur essentiel dans la remise en cause du statut-quo européen, mis en place entre 1945 et 1948. La politique gaulliste d'« Indépendance Nationale », la sécession de l'Albanie du camp socialiste, la politique de bascule de Bucarest, entre Moscou et Pékin, et aujourd'hui le coup de force grec amènent, d'une façon ou d'une autre, une profonde modification de l'équilibre politique de notre continent.

Quels que soient les liens existant entre les colonels grecs et l'omniprésente C.I.A., il est bien difficile de voir en eux des tenants de la Démocratie Parlementaire, balayée à Athènes le 21 avril 1967. Si l'on met à part le cas particulier et excentrique de la Turquie (avec le putsch militaire du 27 mai 1960), il s'agit d'un premier effondrement que subit l'édifice résultant de la « Croisade des Démocraties ». Il suffit de lire la presse de gauche et leurs réactions délirantes de haine et de peur, pour comprendre l'immense importance de la « Révolte des Hoplites ». « Le Nouvel Observateur » et l'« Express » ont, d'ailleurs, parfaitement raison de comparer le 21 avril grec au « Movimiento Nacional » espagnol de juillet 1936. La contagion de l'exemple grec est une hypothèse plus réaliste, qu'on ne pourrait le croire au premier abord. Il est intéressant de remarquer, à ce propos, qu'en été 1964, des officiers italiens, dégoûtés du parlementarisme inefficace de leur pays, avaient préparé un putsch. Le

corps des carabiniers et les brigades parachutistes et de montagne, comptaient un grand nombre de conjurés. L'élection de M<sup>e</sup> Saragat à la Présidence de la République au début de 1965, fit annuler le projet, les officiers étant plutôt favorables à celui-ci, personnalité énergique et estimée (le putsch avait, en effet, pour but d'éviter l'élection du démocrate-chrétien Fanfani, jugé pro-communiste). Aucune sanction ne fut prise à l'époque, mais le récent scandale du S.I.D. (Services de Renseignements militaire) découle directement du complot de 1964. La facile réussite de l'armée grecque risque donc de donner des arguments aux militaires italiens, écœurés par l'impuissance gouvernementale et inquiets de la montée constante du P.C. italien.

Le programme du gouvernement Kollias est d'essence nettement révolutionnaire. La disparition d'un régime oligarchique, fondé sur le pouvoir de l'argent et sur corruption invraisemblable; sévissant aussi bien chez les politiciens de droite que de gauche. Tout le monde savait en Grèce combien avait touché chacun des 41 députés, qui abandonnèrent à l'été 65, le parti de Papandréou, pour créer le Parti Libéral Démocrate dirigé par Stephanopoulos, et fidèle au palais royal.

L'existence d'une toute petite caste de privilégiés vivant richement, à l'étranger le plus souvent, et gouvernant un pays misérable, directement ou par personnes interposées, exaspérait depuis longtemps l'armée.

Les cadres de celle-ci proviennent de la toute petite bourgeoisie pauvre et de la paysannerie encore plus misérable. Leur attitude de violente hostilité au capitalisme est la même que celle qui animait les jeunes officiers du « Kodo Ha » dans les années 30. Le « National-Socialisme » japonais représentait la protestation des masses populaires écrasées sous les impôts et ne jouant aucun rôle dans une vie politique parlementaire, où les deux partis principaux (Seyhukai et Minseito) n'étaient que des jouets

aux mains des Zaibatsus (trusts) de l'Empire Nippon. « La Restauration de Showa » entreprise par les militaires du Soleil Levant ne manque pas de ressemblance avec l'effort de rénovation des officiers grecs, successeurs politiques du Régime de la « III<sup>e</sup> Civilisation Hellénique » du général Metaxas (1936-1941).

Le Colonel Papadopoulos, ancien chef de l'Action Psychologique de l'armée grecque, ne cache pas son intention de liquider les grands capitalistes, style Niarchos et Onassis, qui, par leurs louches tractations financières et le placement de leurs capitaux hors du pays, sont les principaux responsables du retard économique de la Grèce.

Des mesures d'urgence ont déjà été prises en faveur des classes les plus pauvres, et le calme régnant dans le pays n'est pas seulement dû à la poigne de fer du Général Patokos, ministre de l'intérieur, mais surtout à l'adhésion, encore réticente, des masses paysannes et ouvrières, hier encore souvent groupes de choc de l'E.D.A (pro-communiste) et de l'Union du centre (Papandréou).

Les risques d'opposition violente au nouveau Régime paraissent assez faibles, vu la rapidité et l'efficacité des putschistes. L'arrestation de 6 à 8.000 personnes a totalement décapité les formations de gauche, les seules dangereuses. Le ralliement, plus ou moins forcé, du roi Constantin a neutralisé le noyau d'opposition le plus dangereux : celui des officiers royalistes qui, par loyalisme, auraient pu s'opposer au coup d'état. Des obstacles sérieux existent cependant :

— Les oligarchies financières vont s'efforcer de défendre leurs privilèges en ruinant l'économie du pays, en vue de déclencher une opposition populaire. Dans ce cas, les officiers seront encore plus tentés de régler ce problème par l'instauration d'un état véritablement « National-Socialiste ».

— Les communistes ont déjà entrepris la restructura-

tion de leurs réseaux, décapités par les arrestations préventives. Des tracts appelant à la révolte ont été distribués et une station de radio, « La voix de la Liberté », émettant probablement de Bulgarie, ne cesse de lancer des incitations à la lutte contre les militaires, jusqu'à présent, on ne peut dire que cette propagande ait obtenu grand résultat.

— A l'Etranger, tous les communistes et autres progressistes s'agitent contre le gouvernement d'Athènes. Revêtus des oripeaux de la vieille lutte antifascistes, les démocrates de tout poil, de Raymond Aron à Waldeck-Rochet, condamnent avec violence le coup d'état du 21 avril. Les tentatives de boycottage du tourisme en Grèce (essentiel pour l'économie grecque) auront sans doute le même sort piteux que ceux contre le tourisme en Espagne.

Il ne faut cependant pas négliger, à la longue, le succès de telles entreprises de haine, comme le montre nombre d'exemples récents. Aussi le gouvernement Kollias se prépare-t-il à faire un gros effort de propagande à destination des autres pays Européens.

Le succès des colonels grecs est un phare qui illumine une actualité, où les sujets d'ombre l'emportaient sur ceux de lumière. Il est un exemple à suivre pour tous les nationalistes européens, sous des formes différentes selon les pays, mais en s'inspirant de l'esprit d'inflexible résolution qui animait les officiers d'Athènes.

Aux deux états qui, rejetant les dogmes démocratiques, ont pu poursuivre leur action, malgré la « Croisade des Démocraties », l'Espagne et le Portugal, s'ajoute l'état nationaliste grec, première nation libérée du bolchevisme et du capitalisme, ces deux fragiles vainqueurs de 1945.

#### *Le Vietnam au tournant.*

Les furieux combats qui se livrent au sud de la zone démilitarisée (limitrophe du 17<sup>e</sup> parallèle, frontière entre les deux Vietnams) sont d'une valeur extrême pour le déroulement futur des opérations militaires.



Le complexe des collines qui entourent la base américaine de Khe-Sanh revêt une importance capitale : elles forment un verrou face à une concentration certaine d'au moins quatre divisions nord-vietnamiennes. Ces quatre divisions (308, 312, 322 et la fameuse 351, division lourde) sont encore en territoire nord-vietnamien, mais prêtes à déferler vers le sud. Pour leur ouvrir la route, les divisions 348, 352, 353 de l'armée nord-vietnamienne (infiltrées depuis 1965 dans ce secteur) et une dizaine de bataillons vietcongs s'accrochent désespérément au terrain, devant l'assaut furieux des marines de la 2<sup>e</sup> division du 1<sup>er</sup> corps d'armée. Les vietcongs jouissaient d'un avantage énorme : la possession d'observatoires surplombant la base U.S. de Khe-Sanh, espèce de Dien-Bien-Phu, au point de vue géographique. Mais au lieu de se laisser encercler au fond de la cuvette comme les troupes de Castries, les Marines et les Paras sud-vietnamiens ont attaqué les collines. Les combats pour la côte 881 ont été les plus féroces de toute la guerre du Vietnam. Les Américains se sont trouvés face à une défense aussi habile et déterminée que celle de la 23<sup>e</sup> Division japonaise du général Kuribayashi à Jow-Jima en février 1945. Cette colline 881 entrera dans l'histoire du corps des Marines comme y est entré le mont Suribayachi, conquis par leurs aînés des 1<sup>er</sup>, 3<sup>e</sup>, 6<sup>e</sup> divisions des Marines. Malgré de lourdes pertes, les Américains se sont assurés le contrôle d'un secteur vital. Il est sûr que les communistes vont faire l'impossible pour en reprendre les points-clefs, indispensables pour leur future offensive.

Cette offensive paraît devoir être d'un type nouveau. En effet, les forces nord-vietnamiennes s'infiltraient au Sud-Vietnam, en s'efforçant d'éviter, au maximum, le contact avec les unités alliées. Ce n'est que parvenus à l'aire de rassemblement que les régiments nord-vietnamiens acceptaient le combat, si les circonstances paraissaient favorables. Au contraire, il s'agit maintenant pour l'Etat-

Major d'Hanoï de bousculer les troupes américaines et de faire irruption en masse, au Sud-Vietnam. On ne peut s'empêcher de remarquer la ressemblance existant avec la situation stratégique des forces O.N.U. en Corée à l'automne 1950, avant la ruée des armées de Lin-Piao. A cette époque, les divisions de Mac-Arthur étaient exagérément dispersées, une brèche de 250 kms existait entre le X<sup>e</sup> corps d'armée U.S. et la VII<sup>e</sup> armée U.S., tandis que la 1<sup>re</sup> division R.O.K. (sud-coréens) « Capitol », ayant foncé vers le Yalou, se trouvait en l'air. Les divisions chinoises culbutèrent en octobre les R.O.K.S. (Republic of Koréa) puis déclenchèrent leur offensive générale, qui fut marquée par la merveilleuse « anabase » de la 1<sup>re</sup> division de Marines, des Réservoirs de Choisin à la mer. Aujourd'hui, les divisions du général Westmoreland ont été déséquilibrées par la décision de nettoyer le delta du Mékong. Avant cette décision, les unités du corps Expéditionnaire américain étaient groupées en deux secteurs :

1. — Secteur nord (au sud du 17<sup>e</sup> parallèle) : 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> divisions de Marines, 1<sup>re</sup> brigade indépendante de Marines ;
2. — Secteur des Hauts-Plateaux (au centre-Vietnam) : 1<sup>re</sup> division de cavalerie aérienne, 25<sup>e</sup> et 27<sup>e</sup> divisions d'infanterie, 176<sup>e</sup> brigade de parachutistes, fractions des 82<sup>e</sup> et 101<sup>e</sup> divisions parachutistes, 3<sup>e</sup> division d'infanterie.

Ces deux secteurs, contigus, étaient suffisamment proches pour que les divisions U.S. puissent s'entraider. Le transfert d'une partie des unités vers le Sud (delta du Mékong) a affaibli ces deux secteurs, tandis que le troisième secteur ne peut en aucune façon soutenir l'action des deux autres. Sautant sur l'occasion, les Vietcongs ont déclenché une série d'opérations dans le Nord, et concentreraient de nouvelles forces dans les hauts-plateaux, vers Plei-ku.

La nouvelle la plus importante reste cependant la concentration des quatre divisions nord-vietnamiennes face au 17<sup>e</sup> parallèle. L'information prend tout son sens si l'on fait la synthèse des renseignements concernant l'aide des Etats Socialistes au Nord-Vietnam. Avant le début de 1967, l'aide militaire comprenait surtout du matériel léger, efficace pour la guerilla. Mais depuis cette date l'URSS et la Tchécoslovaquie ont multiplié les envois de matériels lourds.

Le tableau des livraisons en cours est révélateur du changement d'orientation que sous-entend cette nouvelle forme d'envois.

Le Nord-Vietnam reçoit actuellement :

- Des chars amphibies T 76, rapides et maniables, utilisables au Centre-Vietnam.
- Des chars T 55 (avec Schnorchell pour traversée des rivières).
- Des canons lourds (105, 122), des roquettes de 148, des mortiers lourds de 122.
- Des « Orgues de Staline » multi-tubes.
- Des lance-flammes à haute puissance.
- Des engins blindés de transport (SU 100).
- Du matériel de direction de tir (radars spéciaux).
- Des Migs dernier modèle (Mig 21 D, à ailes en delta).

Des armes lourdes de ce genre sont inutilisables dans une guerre de partisans ; elles sont, par contre, parfaitement adaptées à une guerre de type classique. Le général Vo-Nguyen-Giap et le général Van-Chinch croient-ils être arrivés au stade de la III<sup>e</sup> phase, celle de la « contre-attaque généralisée » ? N'est-ce pas, plutôt, que le Nord-Vietnam soit parvenu au dernier degré d'épuisement et que seule une offensive « de la dernière chance » puisse le sauver ? La dernière déclaration d'Hanoï, demandant du secours à tous « les démocrates du monde », paraît être la déclaration d'hommes aux abois, ne comptant plus que sur des secours extérieurs. Dans cette optique, l'aide

soviétique et le projet d'attaque massive sur le Sud viseraient à infliger un sérieux échec aux Américains, afin de permettre une négociation avantageuse pour Hanoï.

Les Américains ont parfaitement saisi le piège et leur dernière offensive aérienne est destinée à écarter cette menace. Les « Straffings » sur les aérodromes des Migs doivent détruire la force aérienne nord-vietnamienne, avant que celle-ci puisse entrer en action. La destruction totale de l'industrie du Nord-Vietnam doit obliger Hanoï à tout importer de l'extérieur, ce qui diminuera d'autant les envois d'armes. Il ne faut pas oublier, en effet, que l'aide ne parvient à Hanoï que par des voies réduites, en nombre et en quantité :

1. - Chemin de fer Tchong-Tcha — Nanning — Hanoï, au début limité malgré les efforts des Chinois.
2. - Route côtière et R.C. 41, améliorées par deux divisions de travailleurs chinois et 250.000 Vietnamiens.
3. - Voie maritime, par Haiphong, de plus en plus menacé d'un blocus.

Les menaces d'asphyxie, à terme, du régime d'Hanoï sont donc du domaine du possible. Elles représentent la meilleure chance des Américains de remporter une victoire totale.

Il est de fait que la conception d'« Unconditionnal Surrender » (reddition sans condition), qui a toujours été nette dans l'esprit américain, depuis la guerre de Sécession, est en train de gagner du terrain, parmi les dirigeants US comme parmi le peuple américain. L'impossibilité de parvenir à un accord négocié honorable, du fait de l'intransigeance d'Hanoï, est pour beaucoup dans ce durcissement de la position américaine. Y est aussi pour beaucoup la violente campagne anti-américaine, orchestrée par les communistes dans le monde entier. Loin de fléchir la volonté de lutte du peuple américain, cette campagne aurait plutôt comme résultat de le persuader encore plus de la justice de sa cause.

La guerre du Vietnam apparaît donc comme au tournant. La ruée vers le Sud des forces nord-vietnamiennes va-t-elle entraîner une internationalisation de la guerre ? Le géant chinois va-t-il entrer en lice ? Il est évident que la guerre va s'amplifier. Si l'issue en est incertaine, il n'en reste pas moins que les U.S.A. ont de nombreux atouts entre les mains. A eux de savoir les utiliser.

### *Des Vietnams en Amérique Latine ?*

La réapparition (au moins sous forme de message écrit) du célèbre guérillero Che Guevara, l'arrestation en Bolivie du Français Régis Debray, la querelle entre Castro et les P.C. d'Amérique du Sud, le développement de la guérilla dans de nombreux Etats latino-américains, tout cela oblige à poser la question :

Les communistes vont-ils déclencher des conflits du type vietnamiens en Amérique du Sud, en vue d'ouvrir de nouveaux fronts anti-U.S.A. ?

Tel est, au moins, le projet avoué et officiel de Castro qui, de Cuba, s'efforce d'unifier les guérilleros et d'en tirer les ficelles. Les oppositions sociales en Amérique Latine sont si fortes et le sentiment de frustration à l'égard des U.S.A. est si net, que les projets de Fidel Castro ont des chances de se réaliser.

Un autre atout dans le jeu des guérilleros est la faiblesse tragique des armées sud-américaines et l'incapacité de nombreux cadres.

Si l'on met à part la Bolivie et le Paraguay, qui se sont livrés combat de 1933 à 1935 (guerre du Chaco) et le Brésil (dont des unités se battirent contre la Wehrmacht en Italie de 1944 à 1945), les autres Etats n'ont connu que des putschs et des guerres civiles.

Dotées de matériels démodés, les armées locales, formées de paysans arriérés, sont inadaptées à la lutte anti-guérillas. Elles mendient à Washington des blindés et des avions à réaction, inutilisables dans une guerre de par-

tisans, au lieu de former des unités anti-guérillas. Heureusement fonctionne le Centre Anti-Guérilla de Panama, où les Américains entraînent des centaines d'officiers Sud-américains. Les « Special Forces » (bérets verts) ont aidé à la constitution de groupes homologues et sont prêts à les appuyer. Les unités de choc vénézuéliennes, par exemple, ont réussi à juguler les terroristes des F.A. L.N. (Fuerzas Armadas de Liberación Nacional : forces armées de libération nationale : communistes). Les Péruviens sont parvenus à mettre hors d'état de nuire la majeure partie des maquis trotskystes implantés dans leur pays.

Les maquis brésiliens s'apparentent plus au canular qu'à la réalité. Ceux d'Argentine ont été rapidement liquidés par l'excellente armée argentine.

La situation est malheureusement moins satisfaisante dans plusieurs autres pays :

I. - *Colombie* : Malgré les constants communiqués de victoire des autorités militaires, la rébellion communiste est de plus en plus préoccupante. L'offensive gouvernementale contre les « Républiques Paysannes » (bases territoriales communistes) a écrasé la zone la plus infestée (celle de Marquetalia), mais les groupes de partisans ont « éclaté » et l'insécurité s'est généralisée dans les 2/3 du pays. Les partisans, mi-communistes mi-bandits, ont tendu des embuscades meurtrières à une armée trop lourde et mal équipée. Une importante aide des U.S.A. est en cours pour soutenir l'armée colombienne.

II. - *Guatemala* : Malgré l'opposition violente séparant les guérilleros pro-chinois du commandant Yon Sosa, des partisans pro-russes, les actions terroristes se multiplient. Des raids audacieux de partisans en uniforme ont eu lieu au cœur même de la capitale. D'innombrables enlèvements et hold-up emplissent la caisse des guérilleros. Devant l'impuissance gouvernementale, certains éléments nationalistes du M.N.L. (Movimiento Nacional de Liberación)

se sont mis à pratiquer le contre-terrorisme. La situation intérieure du Guatemala apparaît comme très grave.

III. - *La Bolivie* : Dernière touchée, celle-ci apparaît très menacée du fait de la fragilité du régime Barrientos. Celui-ci est à couteau tiré avec le général Ovando, chef de l'armée. Il doit faire face aux militants du M.N.R. (Movimiento Nacional Revolucionario) de l'ex-dictateur Paz Estensoro. Le transfert d'unités militaires vers la selva (forêt) du Sud, laisse les mains libres aux mineurs d'étain, durs à cuire noyautés par les partis de gauche boliviens (P.O.R. trotskyste, Parti Communiste, Partido de la Izquierda Revolucionaria de Juan Lechín) et prêts à un soulèvement.

Le rôle des quelques centaines de guérilleros castristes en action dans le Sud Bolivien apparaît donc important, car de la Bolivie, on peut atteindre, à travers le Paraguay, l'Argentine et directement le Brésil, les deux piliers militaires de l'Amérique du Sud.

La présence parmi eux du théoricien castriste Régis Debray, prend tout son sens. Il était chargé d'orchestrer politiquement une campagne visant au renversement du général Barrientos. Cette opération ayant la priorité absolue pour l'Etat-Major de La Havane, Régis Debray paraît être le commissaire politique d'un groupe dont le chef militaire serait le « Che » Guevara lui-même.

La volonté communiste d'ouvrir un second front en Amérique Latine est donc établie. Les U.S.A. en ont conscience et se prépare à relancer le projet de force armée inter-américaine afin de lutter victorieusement contre la subversion castriste.

Une deuxième invasion de Cuba, dans cette optique, devient envisageable et Johnson n'étant pas Kennedy, cette opération, si elle a lieu, sera, sans nul doute, menée jusqu'au bout.

## *Les Comploteurs de Bilderberg*

A propos du groupe international dit de Bilderberg, qui se réunit chaque année en secret, l'excellent écrivain A.K. Chesterton a dit dans son récent livre « *The New Unhappy Lords* » : « Jusqu'à ce que le prince Bernhard et ses collègues s'expliquent, ce qui demeure très improbable, je me propose de les désigner (les participants de ces réunions, donc) comme les laquais choisis de la haute finance new-yorkaise chargés de la tâche de comploter pour amener la création d'un tyrannique monde uni ».

L'accusation est sérieuse, si l'on tient compte que depuis 1965 le duc d'Edimbourg, époux de la reine d'Angleterre, est un adepte du groupe (le devint-il en toute connaissance de cause, ou se sert-on simplement de lui comme « garantie de respectabilité » ? Il faut rappeler que le duc professe des opinions socialisantes, qu'il est hostile au nationalisme dans le sens où l'entendait Maurras, et qu'il a subi l'influence du Juif allemand Kurt Hahn à la « public school » de Gordonstoun, puis celle de son oncle, le très progressiste Mountbatten, qui condamna au massacre des millions de malheureux du sous-continent indien par « anti-impérialisme »).

Accusation sérieuse, mais, hélas ! fondée. Les Rockefeller, David en particulier, le banquier, qui se rend au Kremlin

auss  
et p  
réur  
liés  
Pays  
Cons  
d'int  
beau  
plou  
à ce  
exem  
comm  
Il e  
Mon  
qu'on  
celier  
miqu  
entre

Ce  
activi  
la sui  
précis  
activi  
perme  
Toujo  
ralem  
ricain  
l'opini  
tous  
pourq  
deuxiè  
les af  
problè

La  
déroul  
Camb



aussi facilement qu'il dîne au Waldorf-Astoria, manipulent et probablement contrôlent le groupe. La présence aux réunions de nombreux banquiers et hommes d'affaires liés à Wall street le confirme. Le prince Bernhard des Pays-Bas ? Mais, depuis longtemps, et en dépit de la Constitution néerlandaise qui ne lui accorde pas le droit d'intervenir dans les affaires politiques, il est le plus beau fleuron du groupe. Il sert avec zèle la cause de la ploutocratie cosmopolite. Dans une biographie consacrée à ce prince, l'« Observer » du 9 février 1964 signalait par exemple : « Par bien des côtés il mérite d'être reconnu comme l'un des premiers citoyens occidentaux du monde. Il est un partisan enthousiaste des théories de Jean Monnet... qui l'a considérablement influencé. C'est à lui qu'on doit d'avoir arrangé une rencontre entre le chancelier de l'Echiquier Maudling et les conseillers économiques de De Gaulle après la rupture des négociations entre Londres et le Marché Commun en janvier 1963 ».

Ce même « Observer », en avril 1963, a évoqué les activités du groupe de Bilderberg (rappelé à l'ordre par la suite, il n'en parle plus du tout). Le journal progressiste précisait que le groupe maintient toujours autour de ses activités « un voile impénétrable de mystère », ce qui permet à ses discussions leur « complète franchise ». Toujours selon l'« Observer », ceux qui assistent généralement aux rencontres sont « des gens que les Américains appellent des « multiplicators » : dirigeants de l'opinion publique, politiciens, académiciens, industriels, tous appartenant au haut de l'échelle sociale ». Mais pourquoi ces réunions secrètes ? « Depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, le sentiment s'est répandu que les affaires étrangères sont un sujet trop délicat et un problème trop sérieux pour être confiées aux diplomates ».

La dernière conférence du groupe de Bilderberg s'est déroulée fin mars et début avril au Collège St-John de Cambridge, à huis-clos, selon l'habitude. Aucun journaliste

n'y fut admis et, comme de coutume, il n'y eut ni déclaration, ni communiqué final. Pourtant, des personnalités de marque y assistaient : le duc d'Edimbourg, Stavros Niarchos, David Rockefeller, le général Lauris Norstad, Edward Heath (chef du parti conservateur ; mais le premier ministre Wilson est également un « Bilderberger »), Denis Healey, Aristote Onassis. Plus de « quatre-vingt-dix délégués », nous apprit un communiqué, participaient aux discussions dont « le but était de réduire les différences d'opinion et de trouver un terrain d'approche commun aux problèmes variés des affaires internationales ». Les braves gens, comme ils pensent à nous ! Consacrer leur week-end à réduire les différences d'opinion (le communisme n'étant qu'une « opinion », pour l'intelligent David Rockefeller) ! Mais, *délégués*, de qui ces gens l'étaient-ils au fait ? Chesterton a très justement posé la question. Délégué de qui et par qui, David Rockefeller ? Le duc d'Edimbourg ? Ou ce bon M. Onassis ? Et pourquoi la conférence était-elle secrète ? Le « Sunday-Times » lui-même parla (oh ! brièvement) des « secrets Bilderbergers ».

Le caractère ultra-secret du groupe montre abondamment que ses animateurs, « délégués » de je ne sais qui ou « laquais choisis de la finance new-yorkaise », ne s'occupent pas de questions politiques courantes. Chose curieuse, et pour commencer, le groupe n'a pas de nom : celui de Bilderberg qu'on lui accole généralement est le nom d'un hôtel d'Oosterbeek, en Hollande, où eut lieu la première rencontre en 1954. Ensuite, on remarque que la composition du groupe est américano-européenne. Une liste de cent onze personnalités, identifiées à l'issue de la conférence secrète (et cruciale, a-t-on dit) de février 1957 dans l'île de Saint-Simon (près de la côte de Georgie) fut publiée par Mary M. Davison dans son livre « The secret government of the United States ». Parmi les Américains figuraient deux des frères Rockefeller, le communiste Owen Lattimore, Sidney Weinberger (successeur

de Baruch), Dean Acheson, Thomas Dewey, Harold Stassen, Allen W. Dulles, Walter Lippmann, Paul Warburg.

Hilaire du Berrier, journaliste américain remarquablement informé dans l'« Independent American » du 8 octobre 1963, a relevé les Européens suivants dans le groupe de Bilderberger : Paul-Henri Spaak, Kenneth Younger, de l'Institut royal des affaires internationales (Chatham House) de Londres, Harold Wilson, Omer Becu, de la Confédération Internationale des Syndicats Libres, Walter Hallstein, du Marché Commun, le syndicaliste Max Brauer, etc. D'autres Européens ont participé ou participent aux activités du groupe : Antoine Pinay, Paul Van Zeeland, Gunnar Lange.

Toujours selon M. du Berrier (dans sa lettre d'informations d'avril 1966), les gaullistes Jacques Baumel, Christian de la Malène, Jean de Lipowsky, ainsi que Léon Boutbien et le général Gallois assistaient à la conférence du groupe de Bilderberg tenue en mars 1964 à Williamsburg (Virginie). C'est à cette conférence qu'aurait été désigné Gaston Defferre comme successeur possible à De Gaulle (le « Monsieur X » de « L'Express »).

Tous les adhérents du groupe sont occidentaux, mais ils portent aussi, officiellement, les étiquettes politiques les plus variées, même communistes. Leur point de rencontre est très vraisemblablement la technocratie, ou une certaine conception rockefellerienne de l'avenir du monde.

Jacques Billy, dans son livre « Les techniciens et le pouvoir », a donné cette définition du pouvoir technocratique : « Il ne trouve son origine ni dans une délégation de pouvoirs de type démocratique, ni dans l'hérédité, mais dans la cooptation par les gouvernants politiques, s'il s'agit de la technocratie d'Etat, ou par les éléments dirigeants de la firme (capitalistes influents, directeurs), s'il s'agit de la technocratie des entreprises ». Il ajoutait : « Le pouvoir technocratique est le soutien naturel du pouvoir politique auquel il permet l'efficacité dans l'action

par la mise à son service des techniques modernes de direction de l'économie et de la société : planification, fiscalité, action psychologique, etc..., et des moyens de réalisation des programmes : crédit, grands travaux de construction, etc. Mais cette collaboration avec le pouvoir politique se teinte de rivalité, les deux pouvoirs élaborant leurs choix en fonction d'impératifs différents, techniques dans un cas, d'opportunité dans l'autre. L'étendue du pouvoir technocratique va grandissant, au point que dans certaines circonstances le pouvoir politique ne fournit plus que l'auréole idéologique de l'action concertée des deux pouvoirs ».

Cependant, les choses ne vont pas toujours toutes seules. De rudes accrocs peuvent se produire. E. Beau de Loménie notait en 1953 dans un numéro spécial du « Crapouillot » consacré aux sociétés secrètes : « L'esprit synarchique, qui se confond, quant à l'essentiel, avec l'esprit technocratique, a existé et s'est développé dans toutes sortes de cercles influents, plus ou moins liés entre eux, *mais en même temps rivaux* » (c'est nous qui soulignons).

Cette rivalité explique sans doute les querelles privées ou les affrontements publics de politiciens pourtant tous acquis à la même idéologie. Sur le plan privé, il y eut voici quelques années la mésentente bien connue entre Kennedy et Stevenson. Dans un domaine d'ordre général, la politique particulière de De Gaulle (hier, « non » à l'Angleterre candidate au Marché Commun, aujourd'hui, retrait de l'O.T.A.N.) gêne les plans des Bilderbergers dont le général est pourtant, par son rapprochement avec un communisme soutenu de New-York, un adepte indirect. La conférence du groupe de l'année dernière, tenue à Wiesbaden, fut tout entière consacrée, assure Hilaire du Berrier, à la « crise atlantique » causée par De Gaulle.

Le rôle essentiel, *apparent* en tout cas, des Bilderbergers, est d'aplanir les différends entre gens du même rang (ou leurs héritiers) qui s'imposa en 1945, et de coordonner

des vues souvent divergentes au sein de la technocratie internationale. Le groupe est naturellement foncièrement hostile à toute forme de nationalisme, il réclame la limitation des souverainetés nationales, une force de police internationale (onusienne), la création d'un parlement international, en fait toutes choses destinées à nous imposer une dictature anonyme manipulée par des ploutocrates et des technocrates d'une espèce particulièrement répugnante.

# *La Presse d'Opposition en Europe*

## UNE GUERRE NUCLEAIRE EST-ELLE POSSIBLE ?

*On pense généralement en Europe que l'équilibre des forces nucléaires entraîne ce que nous appelions dans notre revue « la paralysie des géants ». Les travaux de l'Hudson Institute aux Etats-Unis, ont amené les dirigeants américains et soviétiques à se demander si cette conception était entièrement justifiée. Nous donnons ci-après un extrait de l'article de Pierre-Louis Lecour dans Europe-Magazine du 16-22 mai, qui expose cette question.*

« L'explosion d'un nombre relativement petit d'ogives nucléaires au-dessus de cinquante centres urbains chinois détruirait la moitié de la population des villes (plus de cinquante millions d'individus) et plus de la moitié de la population industrielle. Une telle attaque anéantirait un grand nombre de personnes qui occupent des postes-clé au gouvernement, dans le domaine technique et à la direction des usines, ainsi qu'une large fraction des ouvriers qualifiés ».

« Le secrétaire à la Défense américain, Robert McNamara effectua cette déclaration au moment où Mao envoyait de nombreuses unités antiaériennes à la frontière nord-vietnamienne. Il entendait ainsi couper court aux bruits stupides selon lesquels l'intensification de la pression militaire américaine pourrait déboucher sur une guerre atomique avec la Chine.

« Il ajouta que, même de 1970 à 1980, la Chine ne posséderait que des moyens nucléaires très limités et qu'elle ne pourrait aucunement envisager de se mesurer à la puissance américaine. C'est le langage même de la raison. La géniale pensée du suprême mandarin rouge ne peut empêcher son pays de rester, atomiquement parlant, un tigre de papier.

*« L'opinion courante veut que les armes nucléaires existent pour ne jamais être employées.*

*« Malheureusement, cette confortable et rassurante idée n'a plus cours dans les états-majors, ni à Moscou, ni à Washington. Elle avait la force d'un article de foi dans les années cinquante.*

« On ne parlait alors que « d'équilibre de la terreur ». On affirmait qu'un conflit atomique scellerait à jamais le destin de l'humanité, parce que l'on éprouvait une sorte de terreur religieuse devant la capacité destructrice des armes thermonucléaires. Mais aujourd'hui, au Pentagone comme au Kremlin, on définit dans le détail la stratégie d'un possible conflit atomique.

« C'est un mathématicien et physicien américain de 45 ans qui a joué le rôle de ce qu'en chimie on appelle un révélateur. Fils d'un immigrant juif, Herman Kahn envisagea un beau jour, sans sourciller, le massacre de plusieurs centaines de millions d'êtres humains.

« Il s'en justifie en se comparant à un médecin. « Le chirurgien qui doit procéder à une dangereuse opération ne place pas sur sa table de travail la photo de la femme et des enfants de son patient », dit-il. Et il commença à étudier la réalité d'une guerre atomique avec le détachement que met un chercheur à effectuer une expérience en laboratoire. Il publia le résultat de ces recherches dans quelques livres et il fonda, près de New-York, le « Hudson Institute » qui, jour après jour, à la lumière des nouvelles réalisations en la matière, joue le rôle d'un baromètre des conséquences d'un éventuel casse-pipes atomique.

« Les ouvrages d'Herman Khan sont devenus les livres de chevet des maîtres américains et soviétiques de la paix et de la guerre, et Brejnev, comme Johnson, se font tenir au courant des travaux du Hudson Institute.

« Le mérite — si on peut dire — de Kahn consiste à avoir démystifié la terreur atomique. Il a démontré que l'emploi de tout l'arsenal nucléaire soviétique et américain ne provoquerait qu'un retard de quelques dizaines d'années dans l'évolution de l'humanité. Il prit pour base de ses calculs l'actuelle force de frappe soviétique, soit 20.000 mégatonnes. Il délimita tous les lieux d'explosion les plus « intéressants » pour ces bombes sur le territoire américain et, sur cette base « réaliste », il entreprit d'interroger des médecins, de généticiens, des savants, des historiens, des responsables de la défense passive et de l'évacuation des centres urbains, etc.

« Il put ainsi établir des statistiques précises sur la capacité de l'être humain à résister au rayonnement atomique, sur ses facultés de procréer au lendemain du cataclysme, sur la réaction biologique profonde qui porte un peuple à combler en un laps de temps déterminé les vides causés par une guerre.

« Il aboutit ainsi avec une certitude mathématique à démontrer l'absurdité de la thèse qui veut qu'une guerre atomique soit inconcevable. Une attaque massive soviétique provoquerait la destruction immédiate des 157 grands centres urbains américains. Dans l'état actuel des choses, cela signifierait 160 millions de morts et 20 millions de survivants. Si le gouvernement de Washington appliquait un programme sérieux de protection civile, le nombre des victimes tomberait à 40 millions, ce programme impliquant une évacuation générale des villes et la construction d'immenses abris collectifs.

« Mais la généralisation d'abris individuels réduirait déjà, à elle seule, le bilan des morts à 95 millions.

« A ce propos, il convient de souligner la criminelle



impéritie de tous les gouvernements d'Occident qui préfèrent se cacher la tête sous l'aile plutôt que d'« affoler la population » par la mise en place d'abris destinés à la sauver le cas échéant (les Soviétiques ne commettent pas la même erreur démocratique et électoraliste). Il n'existe en effet pas d'autre parade contre une attaque massive par fusées à tête nucléaire.

« Au cours de la seconde guerre mondiale déjà, les abris Morrison, faits d'une plaque d'acier, sauvèrent infiniment plus de Londoniens, lors de l'offensive allemande par bombes volantes et par fusées, que la chasse ou les batteries antiaériennes.

« Herman Kahn a calculé avec précision que, dans la pire hypothèse, celle des 160 millions de morts américains, il faudrait un siècle pour que les 20 millions de rescapés en reviennent au stade scientifique et technologique existant à la veille du conflit. Un siècle, c'est évidemment long mais on est tout de même loin du crépuscule définitif de l'humanité auquel on croyait dans les années cinquante et qui demeure à la base des idées reçues.

« Dans la « meilleure » hypothèse (40 millions d'Américains envoyés de vie à trépas), les U.S.A. atteindraient en vingt ans leur niveau de vie antérieur au conflit. En raison de leur énorme avance technique, précise l'Institut Hudson, ils dépasseraient toujours largement l'U.R.S.S. même si, par un impossible miracle, cette dernière devait rester intacte entre temps.

« Cette observation apparemment paradoxale se trouva déjà confirmée dans les faits. Bien que complètement détruite par les bombardements alliés et par la barbare ruée soviétique, l'Allemagne ne mit pas vingt ans pour redevenir une des premières puissances industrielles du monde, en raison de son extraordinaire acquit technique.

« Ainsi se trouve refoulée à sa véritable place de vantardise marxiste-léniniste la fanfaronnade de Mao à propos de la guerre atomique qu'il ne craint pas. A cause de son

sous-développement technique, la Chine retournerait à l'âge des cavernes pour n'en plus sortir en cas de guerre nucléaire. »

\*  
\*\*

### QUI ETAIT LE CARDINAL INNITZER ?

*Un livre récent du Dr Victor Reimann paru chez l'éditeur Fritz Molden à Vienne éclaire la personnalité du célèbre cardinal autrichien qui appuya avant la guerre la politique d'union avec l'Allemagne. Nous en présentons une analyse d'après la Deutsche Nachrichten, 30 avril 1967.*

En 1938, les évêques catholiques autrichiens se trouvaient dans une situation fort critique. En effet, par la faute de l'archevêque viennois Innitzer, ils avaient peu à peu glissé dans le camp des fascistes autrichiens. Innitzer avait ouvertement salué dans le régime de Dollfuss « l'éveil d'une époque nouvelle ». C'est pourquoi aussi bien les sociaux démocrates que les nationaux-socialistes avaient nommé ce régime un « fascisme clérical ». Mais lorsque cette dictature, établie par Dollfuss et défendue par le docteur Kurt von Schuschnigg, s'effondra, le cardinal tenta de sauver ce qui pouvait encore être sauvé.

Lorsqu'Hitler arriva à Vienne le 14 mars 1938, le cardinal Innitzer lui fit une visite de politesse à l'hôtel « Imperial », l'assura de la loyauté de l'Autriche catholique et le pria d'assurer la liberté reconnue dans le concordat, ce qu'Hitler promit, à condition que le comportement de l'Eglise envers l'Etat restât loyal.

La presse passa à peu près sous silence cette audience, ce qui mit Innitzer hors de lui.

Aussi, lorsque les journaux et la radio publièrent les communiqués enthousiastes des églises évangélique et catholique, qui se déclaraient pour le National-Socialisme,

écrivit-il au Gauleiter du Palatinat, Joseph Bürckel, pour se plaindre des difficultés qu'il rencontrait dans son pays, où ses déclarations n'étaient pas publiées.

Parallèlement il organisa une conférence, convoquant à Vienne pour le 18 mars tous les évêques autrichiens. Il avait préparé deux « résolutions », l'une émanant de l'archevêque de Salzbourg, Dr. Sigismund Waitz, l'autre de la chancellerie du Gauleiter Bürckel. Les évêques se décidèrent immédiatement pour cette dernière et décidèrent de la faire lire le 27 mars du haut de toutes les chaires de l'église catholique autrichienne.

Voici le texte de cette déclaration concernant le plébiscite : « Après de longues délibérations, nous, évêques d'Autriche, avons décidé d'adresser l'appel suivant à nos fidèles. Nous le faisons avec d'autant moins de préoccupation que le mandataire du Führer pour le plébiscite en Autriche, le Gauleiter Bürckel, a donné connaissance de la tendance sincère de sa politique placée sous le motto : « Donnez à Dieu ce qui est à Dieu et à l'empereur ce qui est à l'empereur... Nous reconnaissons avec joie que le mouvement national-socialiste a réalisé et réalise encore des choses exceptionnelles tant sur le plan économique que sur le plan social pour les couches les plus pauvres du peuple. Et nous sommes convaincus que grâce au mouvement national-socialiste tout danger de bolchévisme impie et destructeur est écarté... Le jour du plébiscite, ce sera pour nous, évêques, naturellement un devoir national que de reconnaître, en tant qu'Allemands, notre appartenance au Reich allemand et nous attendons de tous les chrétiens qu'ils sachent ce qu'ils doivent à leur peuple ».

Cette déclaration fut signée par les archevêques Theodor Innitzer et Sigismund Waitz, par les évêques Johannes Gföllner, Adam Hefter, Ferdinand Pawlikowski et Michael Memelauer. Innitzer l'envoya au commissaire du

Reich, Bürckel, accompagnée de quelques lignes se terminant par « Heil Hitler ».

L'Eglise catholique mais aussi les quatre superintendants de l'Eglise évangélique d'Autriche déclarèrent que le National-Socialisme était béni de Dieu. Le président du Conseil Supérieur de l'Eglise Evangélique envoya le 13 mars 1938 le télégramme suivant à Hitler : « Au nom des 330.000 Allemands évangéliques d'Autriche, je vous salue sur le sol autrichien. Après une oppression, qui fit revivre les temps les plus affreux de la contre-Réforme, vous apparaissez comme le Sauveur de tous les Allemands. Que Dieu bénisse votre route sur ce pays allemand et votre patrie. »

« L'Osservatore Romano » réagit assez violemment et fit observer que la déclaration des évêques Autrichiens n'avait pas eu l'accord du Vatican.

Les faits historiques parlent et Victor Reimann tente sans résultat d'expliquer comment Joseph Bürckel aurait dupé Innitzer. Lorsque la presse étrangère attaqua ce dernier, celui-ci écrivit une nouvelle fois, le 31 mars 1938 à Bürckel pour s'opposer au rapport du représentant berlinois de l'agence Havas : « La déclaration solennelle des évêques n'est aucunement en relation avec la visite du Nonce à Berlin. Bien au contraire, elle est née spontanément à l'occasion de cette heure historique de la Réunification de l'Autriche et du Reich Allemand... Je le souligne encore une fois, les déclarations des évêques de même que notre position vis-à-vis des élections ne doivent être considérées que comme une profession de foi issue de la voix de notre sang allemand ». Là aussi, Innitzer termina sa missive par « Heil Hitler ».

Les évêques allemands réunis à Fulda à la fin du mois de mars ne purent se décider à prendre position sur l'appel des évêques autrichiens. Ils firent cependant sonner les cloches le 9 avril à l'occasion des discours du Führer à Vienne.

## *Chronique des Livres*

---

Werner MASER, « *Mein Kampf* d'Hitler », 344 pages (Bechtle Verlag), 1966.

Werner Maser est devenu en quelques années le meilleur spécialiste de l'Hitlérisme et plus particulièrement de la période précédant la prise du pouvoir par Hitler. Son livre *Naissance du parti National-Socialiste Allemand*, paru en Allemagne en 1965 et traduit cette année en français a éveillé un intérêt général et apporté un grand nombre de précisions sur la jeunesse d'Hitler et sur cette époque malgré tout encore peu connue.

Werner Maser est né le 12 juillet 1922 à Paradeningken en Prusse Orientale. Après avoir passé le baccalauréat en 1941 il fut enrôlé dans l'armée allemande, fut fait prisonnier par les Américains puis par les Russes. A son retour de captivité, il étudia l'histoire, la politique, la théologie à Berlin, Munich et Erlangen. Il a publié de nombreux écrits scientifiques et est l'auteur de l'ouvrage sur la lutte du communisme contre l'Eglise : « Les camarades ne prient pas ». Pour écrire « *Mein Kampf* de Hitler », W. Maser a utilisé les documents nationaux-socialistes saisis par les Américains en 1945, rassemblés en Virginie, accessibles aux historiens depuis quelques années seulement et à leur lumière a fait une étude critique de « *Mein Kampf* ».

Le titre « *Mein Kampf* de Hitler » ainsi que la division de l'ouvrage en deux parties « *Genèse de Mein Kampf* » et « *Conception du monde d'Hitler* » indiquent l'orientation de

l'ouvrage — la seconde partie étant principalement constituée d'extraits commentés de « **Mein Kampf** ». L'ouvrage est illustré de 16 photos et complété par un ensemble de documents nouveaux sur la période de détention d'Hitler, qui vont des écrits du directeur de la prison, de son professeur d'histoire Dr Poetsch à des textes d'affiches en passant par une première épreuve de « **Mein Kampf** » annotée de la main d'Hitler.

Dans son introduction Werner Maser nous rappelle que les alliés interdirent en Allemagne en 1945 la publication de « **Mein Kampf** », autorisant simplement « **Les conversations de table d'Hitler de 1941 à 1942** » et ses « **Discours et proclamations de 1932 à 1945** ». Maintenant encore « **Mein Kampf** » ne peut se trouver que d'occasion chez les bouquinistes, bien que Th. Heuss en ait recommandé en 1950 une édition critique.

Traduit en 16 langues, ayant atteint le million d'exemplaires avant 1943, ce livre reste la Bible qui, non seulement nous permet aujourd'hui de comprendre la période 1925-1945 mais qui, si elle avait été lue alors sérieusement, aurait permis de prévoir exactement la politique d'Hitler. W. Maser insiste et revient à plusieurs reprises sur ce point : Hitler n'était pas naïf ou fou, comme beaucoup l'ont cru, lorsqu'il fit publier sa « **Conception du monde** », ses pensées et les conséquences qui en découlaient pour l'établissement de son programme, mais convaincu d'être « **obligé de formuler exactement les conclusions de ses réflexions** ».

C'est après le **Putsch de la Brasserie** dans l'été 1924 qu'Hitler commença à écrire « **Mein Kampf** ». Il avait été enfermé dans la vieille forteresse de Landsberg, dominant le Lech et jouissait là de conditions idéales pour rédiger son programme. Ayant une chambre particulière, contrairement aux autres détenus, il recevait sans cesse des visiteurs, qui se pressaient pour lui rendre hommage, ou des collaborateurs, tels qu'H. Hess (auquel il dicta la première partie du livre). Il régnait véritablement dans cette prison, tout nouvel arrivant venant le saluer, et aussi « **soirées entre camarades** » assistaient même les gardiens et les policiers du commando de garde. Significative est à cet égard la lettre

du 15 septembre 1924, publiée pour la première fois, du directeur de la for'eresse, le conseiller Leybold, pour obtenir une mise en liberté provisoire : « Hitler est un homme d'ordre et de discipline sachant s'assurer vis-à-vis de ses camarades une autorité certaine... Durant ces dix mois de détention il a mûri et s'est assagi... Sans aucun doute Hitler est un homme possédant de vastes connaissances, une extraordinaire volonté et de la souplesse d'esprit... Tous les jours et pendant des heures, il travaille au projet de son livre qui doit paraître dans les prochaines semaines et qui contiendra son autobiographie, des considérations sur la bourgeoisie, le judaïsme et le marxisme, la révolution allemande et le bolchévisme, le mouvement national-socialiste et l'histoire de la période qui a précédé le 8 novembre 1923... Il va tenter d'organiser le mouvement national-socialiste sans user de la force ».

« **Mein Kampf** », dont le titre primitif était « **Quatre ans et demi de lutte contre le Mensonge, la Bêtise et la Lâcheté** » fut écrit, quoi qu'on ait pu dire à ce sujet, exclusivement par Hitler, et W. Maser, se fondant notamment sur les témoignages de Hermann Hammer, Ilse Hess, revient sur ce point à de nombreuses reprises. Dans son analyse stylistique il examine les différentes éditions et montre que les corrections, entreprises après 1933, furent pour 2.500 d'entre elles uniquement d'ordres syntaxique et grammatical et que trois douzaine seulement portèrent sur le fond. Hitler n'était pas un écrivain mais un orateur habitué au style rhétorique, connaissant la puissance des formulations radicales, des affirmations apodictiques, des répétitions fréquentes, des formules frappantes. « La parole a toujours raison de l'homme de la rue » (« **Mein Kampf** p. 116) », avait-il coutume de dire. A l'écrivain Bertrand de Jouvenel il répondit en février 1930 : « Vous voulez que je corrige mon livre, comme un écrivain qui sort une nouvelle édition de ses œuvres. Mais je ne suis pas un écrivain. Je suis un politicien ; mes corrections je les apporte dans le grand livre de l'Histoire ». Et W. Maser d'en conclure : « Malgré leurs efforts les conseillers et amis d'Hitler n'ont pas réussi à donner au livre un caractère de continuité ; « **Mein Kampf** » est resté

jusqu'à la dernière édition une collection de discours d'Hitler dans un ordre qui n'a rien de systématique ».

Werner Maser s'attache ensuite à l'exploration de ce qu'il appelle « l'arsenal de l'autodidacte ». Contrairement à ce qui a pu être affirmé, la conception du monde d'Hitler était déjà constitué bien avant son entrée en 1919 dans le Parti Ouvrier Allemand. Il avait beaucoup lu, sans qu'il soit toutefois possible de donner des précisions sur ses lectures. Dans « **Mein Kampf** » Hitler précise ce qu'il entendait par lire : « Par « lecture » j'envisage sans doute autre chose que les membres moyens de notre prétendue intelligentsia... L'art de lire comme celui d'apprendre consiste en ceci : retenir l'essentiel, oublier le non-essentiel ; seule cette façon de lire a un sens et un but ». Il connaissait Schopenhauer, avait lu « **L'Histoire du Judaïsme** » d'Otto Hauser, « **Les Juifs et la vie économique** » de Werner Sombart.

Il fut surtout influencé par la « **Psychologie des masses** » de Le Bon et par « **The Group Mind** » de Mc Dougall. Et c'est en partie grâce à ses écrivains qu'il a pu construire ses théories magistrales sur la propagande. Les passages concernant ce sujet révèlent sans conteste possible qu'Hitler savait modifier ses connaissances, simplifier une doctrine plus sensée qu'on ne l'a prétendu, la rendre élémentaire et efficace, accessible à un très grand nombre de gens. Werner Maser souligne et démontre qu'il n'y a aucun hiatus entre les thèmes de « **Mein Kampf** » et les thèmes de propagande. La propagande doit être un moyen pour soutenir le but qu'elle sert : « Elle ne doit s'adresser qu'à la masse ». Hitler partagea les convictions de Le Bon, selon lesquelles la masse est toujours un troupeau docile qui ne peut vivre sans maître, qui se laisse facilement influencer, ne possède pas d'esprit critique, pense par images sans connaître ni doute, ni incertitude. Elle ne ressent que « l'amour ou la haine, la justice ou l'injustice ». Un des mérites du livre de W. Maser est donc de souligner la continuité qui existe entre la philosophie de « **Mein Kampf** » et la propagande hitlérienne.

Un autre point positif de cet ouvrage est de tracer les grandes lignes biographiques en les séparant de la partie doctrinale. W. Maser fait un sort — de même que dans son



livre « Naissance du Parti National-Socialiste allemand — à la fable, répandue entre autres par Bullock, qui voudrait que le jeune Hitler ait vécu à Vienne et à Munich dans des conditions misérables, réduit à coucher dans des asiles. Bien au contraire, Hitler disposait de 83 couronnes par mois, somme qui pour l'époque était relativement importante ; et il ne fut manœuvre qu'un mois de novembre à décembre 1909. Par ailleurs, W. Maser s'oppose à la thèse développée par Hitler lui-même et reprise par Allan Bullock, William Shirer, Max Donarius et établit qu'Hitler était antisémite bien avant sa venue à Vienne. Son père l'était déjà, à l'école ses professeurs l'étaient et surtout son professeur d'histoire Dr Poetsch, ainsi qu'en témoignent les archives du N.S.D.A.P. Il ne fut pas non plus influencé par Jörg Lanz von Liebenfels, un ancien cistercien, — et ici Maser s'élève contre les affirmations de Wilfried Daims.

Après cette étude riche en documents neufs, W. Maser examine les aspects et les conséquences de la « conception du monde » d'Hitler.

Hitler voulait donner à l'Allemagne sa place au soleil, son « espace vital » (« Lebensraum »). Ce n'est que « dans la force des conquérants que se trouve le droit » disait-il et il ajoutait : « Sur cette terre, seul un espace suffisamment vaste assure à une nation sa liberté d'existence... Le mouvement national-socialiste doit s'efforcer d'éliminer la disproportion qui existe entre notre population et la superficie dont elle dispose, considérant celle-ci autant comme une source de nourriture que comme une base de politique de puissance. Il nous faut assurer au peuple allemand la terre et le sol auxquels il a droit ». Sur les origines de ces idées, W. Maser nous donne des précisions intéressantes en révélant qu'elles proviennent des théories de Ratzel, de Mackinder et surtout de Thomas Malthus.

Hitler n'a pas glorifié la guerre, comme le fit par exemple son ex-compagnon de combat Ernst Röhm, mais il vit en elle un moyen pour atteindre un but, une nécessité, l'acte historiquement le plus important pour réaliser concrètement sa conception du monde, ainsi qu'en témoignent ses discours à Cassel peu avant le début de la seconde guerre mondiale.

Ses formulations sur la politique extérieure sont parmi les passages les plus importants de « **Mein Kampf** », le « testament politique » d'Hitler. L'Allemagne devait s'étendre à l'Est et au Sud, son seul allié devait être l'Angleterre. Il était impossible de s'entendre avec les Russes, ces « assassins couverts de sang, qui représentent un très grand danger pour l'Allemagne, car ils sont gouvernés exclusivement par les Juifs... C'est dans le bolchévisme russe que nous devons apercevoir au XX<sup>e</sup> siècle la tentative entreprise par le judaïsme pour s'approprier la domination du monde ». W. Maser se borne cependant, soulignons-le, à citer ces passages de « **Mein Kampf** » sans en tirer de conclusion — et ceci vaut pour de nombreux passages concernant la politique extérieure d'Hitler. Il se plaît néanmoins à souligner qu'Hitler a souvent été gêné en politique extérieure par le fait que « **Mein Kampf** » contenait déjà tous ses projets qui étaient par-là, même connus de ses adversaires. Dès le 6 juin 1920 Hitler déclarait dans un discours : « Pour nous, l'ennemi réside au-delà du Rhin et non pas en Italie ou ailleurs » et dans son deuxième livre il écrivait : « S'il y a pour l'Allemagne un choix à faire entre la France et l'Italie, alors raisonnablement, seule l'Italie peut entrer en ligne de compte pour l'Allemagne. Car une victoire avec la France sur l'Italie nous apporterait le Tyrol du Sud et en outre une France plus forte comme ennemie en puissance. Une victoire de l'Allemagne sur la France avec l'aide de l'Italie nous apporte l'Alsace-Lorraine au moins, mais surtout la liberté pour exécuter une politique d'expansion territoriale vraiment grandiose ».

Hitler ne réussit pas à réaliser ses buts de politique extérieure. Les puissances qui déclarèrent la guerre à l'Allemagne furent encore plus nombreuses que les pays dans lesquels « **Mein Kampf** » fut traduit. Pourquoi cette situation ? W. Maser suggère que si Hitler n'a pas réussi à réaliser ses buts c'est que si sa doctrine n'avait pas changé depuis quinze ans, le monde, lui, avait changé.

Il fournit une très bonne étude de l'antisémitisme. Hitler établissait un lien causal entre la guerre d'envahissement et la notion de race. « Le péché contre le sang et la race

est  
qu  
et  
du  
un  
191  
où  
« l  
y  
mit  
ses  
sou  
C  
été  
pag  
thè  
pas  
pol  
alle  
sa  
vea  
Soc  
vou  
lism  
mul  
vue  
pre  
de  
indi  
qu'u  
çais

La  
Mi

Le  
l'ouv  
que

est le péché mortel de ce monde et la fin d'une humanité qui s'y adonne ». L'aryen est le « Prométhée de l'humanité et de son front clair jaillit de tout temps l'étincelle divine du génie ». Hitler vit dans son antisémitisme une mission, un combat pour « l'œuvre du Seigneur », ceci bien avant 1919 ainsi qu'en témoigne une lettre du 19 septembre 1919, où l'on retrouve les mêmes idées que dans « Mein Kampf » : « Les Juifs ne sont unis que lorsqu'un danger commun les y force ou lorsqu'une proie commune les attire ». L'antisémitisme d'Hitler procédait d'une politique conservatrice. Dans ses arguments, ses affirmations, ses tirades il y a l'idée sous-jacente que les Juifs sont des révolutionnaires.

Ce livre de W. Maser, dont ici seuls quelques aspects ont été étudiés, nous décrit donc les circonstances qui ont accompagné la naissance de « Mein Kampf » et la réalisation des thèses qui y sont développées. Il examine cette œuvre sans passion, sans préjugés, en homme de science et dans la polémique qui l'a opposé voici un an dans l'hebdomadaire allemand « die Zeit » à Waldemar Besson, qui lui reprochait sa façon traditionnelle d'étudier l'histoire en révélant de nouveaux faits au lieu de donner une explication du National-Socialisme, on ne peut que donner raison à W. Maser d'avoir voulu nous faire découvrir les origines du National-Socialisme. Tout au plus pourrait-on lui faire grief d'avoir accumulé trop de détails qui empêchent d'avoir toujours une vue d'ensemble de son ouvrage et souvent d'avoir évité de prendre position. Néanmoins, répétons-le, cet ouvrage, traité de façon scientifique, richement annoté, constitue une base indispensable à l'étude de l'Hitlérisme — et il faut souhaiter qu'une traduction le rende bientôt accessible au public français.

..

**La Guerre Secrète des Services Spéciaux Français (1935-45),**  
Michel GARDER (Editions Plon).

Le livre de Michel Garder est, et c'est son premier mérite, l'ouvrage d'un homme de métier, intimement lié, en tant que chef de la section 113 bis (noyautage des S.R. des

partis nationaux : P.P.F., M.S.R., R.N.P., Francistes, durant l'occupation) aux événements qu'il décrit. Aussi a-t-on, grâce à lui, une très bonne vision des Services Spéciaux Français, qui complète utilement l'œuvre de base que sont les souvenirs du Général Gauché, Chef du II<sup>e</sup> Bureau avant 1940. « **Le Deuxième Bureau au Travail, 1935-1940** », Amiot-Dumont, 1954. L'incapacité totale des gouvernants français a utilisé le matériel abondant de renseignements fourni par les Services Spéciaux est très bien rendue par Michel Garder.

Il nous a semblé que Garder, tout en montrant les insuffisances de l'Abwehr (Wehrmacht), a fait la part trop belle à cet organisme par rapport au S.D. (Sicherheitsdienst) de la SS, ce qui nous paraît être une erreur. Nombre de victoires du renseignement allemand ont été le fait du S.D. et non de l'Abwehr, empêtrée dans ses conspirations antinazies (affaire Toutkhatchevsky, Venloo, découverte du projet « Manhattan », etc.).

Ce que montre aussi le livre de Garder, après bien d'autres ouvrages, c'est l'effarant écheveau de trahisons existant dans les hautes sphères militaires allemandes. Le « Coup de Poignard dans le dos » devient une évidence, quand on veut bien s'interroger sur les complicités qu'eurent tout au long de la guerre et même avant les S.R. antiallemands.

Une contradiction gênante existe dans le livre :

Si Garder confirme bien l'inexistence d'une V<sup>e</sup> Colonne en France, les opposants à la guerre étant des nationalistes qui n'auraient jamais aidé les ennemis de leur pays, il parle quand même « de traîtres idéologiques potentiels » (Déat, de Brinon, Luchaire), ce qui est non seulement une ineptie, mais une accusation d'une insigne mauvaise foi.

Par ailleurs, le livre offre un grand intérêt en montrant la lutte entre les politiciens sans envergure du B.C.R.A. de Soustelle et les professionnels du II<sup>e</sup> Bureau et du S.R. français, marquée, en toute logique gaulliste, par la victoire des premiers.

**La Contre-Révolution Africaine**, SAINT-PAULIEN (Editions France-Empire).

Analyse intéressante de la situation politique de l'Afrique d'aujourd'hui.

Après avoir expliqué et commenté l'échec de la colonisation, qui a plongé dans l'anarchie les 4/5 de l'Afrique, l'auteur étudie les derniers bastions de la civilisation blanche, dans une Afrique en folie.

Saint-Paulien après un tableau de la Rhodésie indépendante, étudie en détail la République Sud-Africaine et les provinces portugaises.

Il estime que l'Occident a encore des cartes importantes à jouer en Afrique, à condition de bien vouloir les utiliser.

L'effondrement des régimes les plus antiblancs incite à un optimisme modéré.

**L'Afrique, unie à l'Europe, « peut encore partir ».**

« **Les Camps de la Mort** », Louis SAUREL, Coll. Dossiers de l'Histoire (Editions Rouff).

Cette collection se spécialise dans les médiocres compilations historiques, dues à la plume fertile de Louis Saurel. La méthode a le mérite de la simplicité : Saurel recopie des passages plus ou moins bien choisis de livres plus ou moins adéquats. Déjà son livre sur les SS n'était qu'un rajout de pages grapillées ici et là, sans l'ombre d'esprit critique. Il récidive dans cet ouvrage, d'un inintérêt absolu.

« **Le dossier des SS** », Reimund SCHNABEL (Editions Perrin).

Choix de documents sur l'activité des SS, spécialement sur les Einsatzgruppen et les camps de concentration. Le malheur, c'est que le choix en question donne une fâcheuse impression de déjà lu. Schnabel s'est contenté de « repiquer » dans d'autres ouvrages les dits documents et les ressert, sous une nouvelle enveloppe, à ses malheureux lecteurs. Ce fait n'empêche d'ailleurs pas M. Sorlin, du Monde, de s'extasier sur la qualité du travail de Schnabel.

« **Hitler déchaîne la guerre** », Walther HOFER (Editions du Seuil).

La lecture de ce livre effare. Le sens historique de l'auteur est identique à celui des pamphlétaires haineux de 1945-46 ; l'objectivité de Hofer est du même ordre. Considérer qu'Hitler

a voulu la guerre et que personne à part lui, n'était belliciste, c'est avoir une vue un peu trop partielle de la réalité historique. Inutile de dire qu'aucune preuve réelle n'appuie la démonstration. Que Hofer lave les « colonels » polonais de toute responsabilité dans le déclenchement de la guerre, voilà qui le classe au niveau des sous-historiens qui, dans les années vingt, défendaient la thèse selon laquelle la Russie n'avait rien fait pour envenimer le conflit austro-serbe. Le livre d'Hofer n'a d'historique que le sujet. Il est, par son absence de scrupules, une négation même de l'esprit historique.

« **Naissance du Parti National-Socialiste Allemand** », Werner MASER (Fayard).

Werner Maser, à la différence de nombreux auteurs spécialisés sur cette période de l'Histoire, est un véritable historien. Il s'efforce depuis des années de tracer un tableau aussi complet et aussi véridique que possible du Parti National-Socialiste, « vu de l'intérieur ». Dans ce livre, Maser démontre les rouages du N.S.D.A.P., ce qui lui permet de tracer un portrait différent de celui qui est fait d'habitude. Maser montre les ressemblances existantes entre le mouvement de Drexler et Harrer et le D.A.P.-N.S.D.A.P. que façonne la personnalité d'Hitler.

L'antisémitisme du parti n'est pas l'apport étranger d'un cerveau malade, comme le veut la légende, mais un fait majeur dans le Parti Ouvrier Allemand, avant l'apparition du futur Führer.

La montée, au sein du parti, de Hitler est remarquablement décrite par Maser, qui a, auparavant, fait justice d'un certain nombre de légendes sur la jeunesse d'Hitler.

Le développement du N.S.D.A.P., l'acquisition de moyens financiers, l'afflux des adhésions, tout cela est bien analysé par l'auteur. La démonstration selon laquelle des industriels s'intéressaient au parti N.S. dès 1921-22 n'est pas prouvée par Maser, mais le fait paraît logique, les cercles de droite subventionnant alors systématiquement les associations patriotiques, le N.S.D.A.P. comme le Bund Oberland ou la Reichsflagge.

En gros, le livre de Maser étudie un aspect du National-Socialisme souvent négligé et d'une importance extrême cependant. Il est donc à lire malgré quelques insuffisances et omissions.

« **La Nuit des Longs Couteaux** », 30 juin 1934, C. BLOCH et J.-C. FAUEZ (Editions Julliard).

Les deux auteurs ont repris la vieille antienne sur la victoire de la « Droite » sur la « Gauche », durant la nuit des Longs Couteaux. En fait le vrai leader de la tendance de gauche, Gregor Strasser, n'était que de très loin mêlé aux tractations de Roehm-Göebbels, autre leader de la gauche resta fidèle au Führer.

D'ailleurs, les SA furent remplacés par les SS, qui finirent par brancher haut et court les aristocratiques officiers qui avaient fait pression sur Hitler, pour que celui-ci se débarrasse des turbulents SA.

En fait, les projets de « Zweite Revolution » (2<sup>e</sup> Révolution) n'étaient que le fait de miliciens braillards et impatients, d'« Alte Kämpfer » s'estimant déçus par la victoire du parti National-Socialiste.

Le livre est assez peu intéressant et dépare dans l'excellente collection « Archives » de Julliard.

« **La dernière ivresse. Les Waffen SS en Russie** », Frich KERN (Editions France-Empire).

L'ouvrage de Frich Kern appartient au genre des « Mémoires ». L'auteur, ancien officier des Waffen SS raconte ses combats sur le front de l'Est, d'abord dans la 1<sup>re</sup> SS « Leibstandarte Adolf Hitler », puis à la brigade SS « Nederland », ensuite à la 14<sup>e</sup> SS « Galizien », pour finir la guerre dans la 6<sup>e</sup> SS Panzerarmee. Kern (dont on a pu lire en France le livre : « Les Cosaques d'Hitler », récit très intéressant sur les volontaires cosaques du SS Brigadeführer Von Pannwitz) nous donne ici des aperçus de valeur sur les sauvages combats du Front de l'Est. Cette autobiographie est surtout importante comme témoignage de l'état d'esprit du combattant SS. Elle a donc sa place, à côté du livre de Van Greelen

« Waffen SS au Combat » et du brillant « SS » qui inaugura ce genre, aux Editions France-Empire. On peut regretter un certain manque de détails, pour orienter le lecteur peu informé sur les rapports Waffen SS-Wehrmacht ou les opérations à l'Est.

Kern rend un particulier hommage aux volontaires étrangers luttant dans la Waffen SS, aux côtés de leurs frères allemands, contre les forces bolchevistes.

En bref, un livre objectif et instructif. A lire, sans restrictions.

« Hitler, l'autodestruction d'une personnalité », Docteur Hans-Dietrich RÖHRS (La Table Ronde); l'Histoire revue et corrigée.

L'auteur du livre occupa de nombreux postes importants à la Direction de la Santé Publique sous le III<sup>e</sup> Reich. Il eut maintes fois l'occasion d'approcher Hitler et de connaître son entourage, ce qui lui confère le droit de parler preuves à l'appui du cas Hitler, contrairement à bien d'autres auteurs. A la question : « Qui était Hitler » ? Beaucoup de pseudo-historiens ont tenté de répondre, avec partialité et, le plus souvent, avec ignorance. Nombre de ces historiens font un portrait conventionnel du Führer : un fou, un hypnotiseur, une sorte d'incarnation du Diable. Hitler était-il un fou ? Mais comment aurait-il pu, dans ce cas, être suivi par un peuple tout entier ? Comment aurait-il pu guider aussi génialement ses armées, comme le montre le compte rendu de ses conférences militaires ? Le docteur Röhrs nous apporte enfin un témoignage réel sur la personnalité et l'état de santé du Führer, et cela, à partir d'une expérience vécue, ce qui en fait tout l'intérêt.

Pour le docteur Röhrs, Hitler possédait des qualités exceptionnelles d'endurance. Il avait combattu avec courage durant la Première Guerre Mondiale, avait été blessé sept fois, décoré des Croix de fer de 2<sup>e</sup> et 1<sup>re</sup> classes. L'agent de liaison Hitler, malgré la maladie pulmonaire de son enfance, supporta bien la dure vie des tranchées, la faiblesse de sa vision, évidente dans ses dernières années, ne paraît pas due à la cécité

cau  
ne  
E  
E  
d'H  
l'ex  
sair  
H  
les  
ont  
surt  
non  
résu  
La  
repo  
Elle  
Rö  
sider  
mée  
quen  
Rö  
More  
de M  
intell  
d'une  
un a  
L'in  
nèren  
piqûr  
nerve  
oppos  
Il uti  
partiti  
de la  
perdit  
par s  
mettai  
écrasa



causée par les gaz qu'Hitler subit en Septembre 1918 et qui ne fut que momentanée.

Röhrs démolit ensuite deux légendes tenaces :

**Hitler était-il atteint de la syphilis ?** Tous les médecins d'Hitler refusent cette hypothèse. Le docteur Wilmanns qui l'examina lors du procès de Munich (et qui était un adversaire politique), ne remarqua aucun symptôme.

**Hitler était-il atteint de la maladie de Parkinson ?** Tous les observateurs (de Von Runstedt à Guderian et Degrelle) ont remarqué qu'Hitler souffrait de tremblements nerveux, surtout après l'attentat du 20 juillet 1944. Mais il s'agissait non de la maladie de Parkinson mais plutôt des tristes résultats des drogues du docteur Morell.

La thèse courante des crises d'épilepsie du Führer ne repose sur aucun fait précis, ni sur le moindre témoignage. Elle n'est qu'une affabulation pure et simple.

Röhrs examine ensuite la vie sexuelle d'Hitler, qu'il considère comme parfaitement normale, bien que souvent sublimée et transférée par la passion politique, phénomène fréquent chez les mystiques.

Röhrs se penche surtout sur le cas du douteux docteur Morell. Il explique par des raisons extra-médicales la faveur de Morell, que le Führer appréciait comme lui ressemblant intellectuellement : Morell était doté d'une vaste culture et d'une intelligence très percutante, et était essentiellement un autodidacte, comme Hitler lui-même.

L'intense fatigue et les soucis effroyables de la guerre amenèrent Hitler à demander à Morell de le soulager par des piqûres au glucose (juste après Stalingrad), comme stimulant nerveux. Le docteur Morell n'eut pas la force morale de s'y opposer et se mit littéralement à empoisonner le Führer. Il utilisa alors la pervitine et strychnine, ce qui amena l'apparition des premiers tremblements nerveux et la diminution de la puissance oratoire du chef de l'Allemagne. Le Führer perdit tout contact avec le réel et détruisit ses propres forces, par suite des drogues de Morell. Mais les drogues lui permettaient provisoirement de faire face à ses responsabilités écrasantes. Aussi, aucun docteur, même les SS gruppenführer

docteur Brandt et docteur Strachwitz ne purent rompre le cercle vicieux imposé par Morell.

Du livre de Röhrs se dégage la figure d'un homme à l'indomptable énergie qui lutte sur deux fronts, contre la maladie et contre l'ennemi et qui se détruit lui-même pour remplir sa mission.

Cette « autodestruction » nous éclaire davantage sur celui dont son plus fidèle lieutenant, Dr Goebbels, disait :

« C'est un homme extraordinaire ; aujourd'hui, on en discute ; dans cent ans, chacun le saura, faites-moi confiance. »

pl  
Pa  
le  
co  
po  
Be  
XIX  
he  
au  
ne  
on  
et  
che  
et  
de  
de  
ven

# *Chronique des Arts*

---

## CHEFS-D'ŒUVRE DES COLLECTIONS SUISSES DE MANET A PICASSO A L'ORANGERIE DES TUILERIES

Les amateurs parisiens ont conservé le souvenir de l'ample et belle exposition organisée sur ce thème au Petit-Palais, en 1959. D'autres manifestations, plus anciennes, leur avaient déjà révélé l'importance et la qualité des collections suisses au regard de l'art français contemporain, ne serait-ce que la présentation à la Gazette des Beaux-Arts, en 1938, d'une sélection de peintures de notre XIX<sup>e</sup> siècle appartenant aux musées et collections privées helvétiques ; on en connaît la richesse. Après l'exposition au Palais de Beaulieu de Lausanne, qui fut un des événements de la saison artistique de 1964, nos amis helvètes ont voulu, une fois de plus, nous faire partager leur joie et fierté de collectionneur, avec cette sélection de 250 chefs-d'œuvre s'échelonnant sur un siècle d'art français et allant, selon une formule contestable quant au choix de son second terme, « de Manet à Picasso ». Si le choix de Manet, précurseur et chef de file incontesté du mouvement impressionniste, qui polarisa l'évolution de la

peinture moderne, n'est pas discutable, celui de Picasso l'est davantage, s'agissant de cet Espagnol, mystificateur, maniériste paradoxal et impénitent, qui n'est ni français, ni exemplaire en dépit de l'ultime et accablant hommage que vient de lui rendre la France officielle. Cette réserve faite — elle est d'importance — on ne peut que louer le choix, et les motifs qui l'ont dicté, du Commissaire général de cette exposition, l'historien et critique d'art François Daulte, catalographe de Bazille, de Sisley, et qui est en train d'élaborer un difficile et monumental inventaire de l'œuvre de Renoir.

Pour des raisons d'ordre pratique, Paris n'étant pas encore doté, malgré les aménagements de l'Orangerie des Tuileries à la suite de la donation Walter-Paul Guillaume, d'un palais d'expositions digne de lui, il a fallu limiter le choix et exclure dessins et aquarelles, qui à Lausanne complétaient si heureusement une manifestation exemplaire. On pourrait faire quelques critiques concernant l'équilibre de cette « anthologie » de l'art français moderne, mais comme toutes les anthologies, qui dans la mesure même où elles accueillent sont obligées d'exclure, celle-ci devait tenir compte non seulement de certains critères résultant du goût et des prédilections de celui qui l'a opérée mais des possibilités offertes par sa matière elle-même : ici, les ressources des collections privées et publiques suisses où se manifestent certaines options. Elles visent en général des œuvres de format restreint s'accordant avec le cadre d'existence, le goût de l'intimité et un éclectisme, lequel s'attache aux normes qu'on pourrait qualifier de « commerciales » au meilleur sens du terme — nos amis Suisses, gens sérieux et pondérés, veulent en avoir pour leur argent, qui les en blâmerait ?

Il nous reste à faire notre propre choix. Disons immédiatement que si l'exposition en raison de la disposition des lieux, offre avec une répartition chronologique et par voie d'attraction sélective deux centres d'intérêt iné-

gaux — ce qui se rapporte aux grands impressionnistes français, ce qu'elle groupe sous l'étiquette plus éclectique d'Ecole de Paris — ce qui suit est très loin de valoir ce qui précède. Et cela de l'avis des plus indulgents. J'ai pu recueillir, le jour du prévernissage, quelques opinions émanant d'esprits qu'on dit avancés; sous le choc ils étaient sincères et objectifs. C'était le constat d'une évidente décadence. L'internationalisation de l'Ecole de Paris, qui va pratiquement de la seconde décennie du présent <sup>XX</sup><sup>e</sup> siècle jusqu'aux balbutiements de nos abstraits, tachistes et gestuels, des années précédant la première guerre mondiale jusqu'à celles qui suivirent la seconde, ne lui a valu qu'une vitalité factice, comparable à celle qu'on qualifie chez les grands malades « de mieux de la fin » ! Je n'insisterai pas outre mesure; le fait de consigner ici une observation de l'objectivité la plus sereine me ferait cependant taxer de « fascisme intellectuel ». Si l'entre-deux guerres nous a valu sur le plan littéraire les « *Précieux* », que Bernard Fay, en son dernier livre, et à l'exception de Proust, lequel rejoint sur les rayons de nos bibliothèques Balzac et Saint-Simon, met à leur juste place, celle des petits maîtres riches d'agrément formels, au point de vue pictural et plastique il nous aura donné des apports parallèles. Et je pense que le « *mythe Picasso* », dénoncé à maintes reprises en cette revue, symbolise et résume cette poussée d'un éclectisme et d'un maniérisme, qui vivant en parasite sur une authentique tradition, prétendit nous faire prendre en sa feinte et exubérante vitalité les vessies pour des lanternes. L'Exposition actuelle de l'Orangerie n'aurait-elle pour conséquence que de dégager en la manifestant cette vérité de fait, elle aurait une valeur exemplaire.

Si en un lieu qui, depuis près d'un demi-siècle, a vu sur ses cimaises défiler tant d'incontestables chefs-d'œuvre et s'ouvre désormais sur des perspectives permettant de situer à leur juste plan les œuvres et les artistes qui les

élaborèrent, on a le droit et le devoir d'être sévère. Et si comme un gastronome averti, soucieux de la qualité de ses nourritures, on entend faire un choix sur le menu, ce choix s'impose. Il va spontanément à ce qui a été réuni sur les cimaises de la première salle des Nymphéas, où Monet a cédé temporairement la place à Cézanne, à Gauguin et à Van Gogh. C'est ici le sanctuaire, le *naos* où les fidèles, après s'être purifiés et laissant sur le seuil leurs petites préoccupations quotidiennes, sont mis en présence de l'Esprit. Ici se propose et s'affronte l'essentiel des conquêtes, des tendances divergentes et complémentaires de l'art de notre temps : le classicisme réintégré du maître d'Aix, le symbolisme récurrent de l'auteur de Noa-Noa, l'expressionnisme lyrique et quelquefois délirant de l'homme à l'oreille coupée. Il n'est peut-être pas un seul artiste contemporain qui ne se recommande ou ne procède plus ou moins consciemment de l'œuvre et de la leçon de l'un ou de l'autre de ces trois grands, associés par l'histoire mais si distincts par leur esprit comme par leurs moyens.

Ils sont admirablement représentés, Cézanne surtout avec trois portraits, six paysages et une esquisse de « baigneuses » ; Van Gogh, avec sept peintures de format restreint mais d'une conservation et d'une qualité parfaites, trois paysages, un portrait, deux natures mortes ; Gauguin, avec un portrait, un paysage de Bretagne et trois compositions d'époque tahitienne dont deux sont admirables. Mais c'est la présence de Cézanne qui l'emporte, régnant avec, au centre du panneau qui nous la propose, la splendide version du « *Garçon au gilet rouge* », la plus belle des quatre qu'il exécuta à Paris, en 1895, d'après un jeune modèle italien. Cézanne s'impose par le caractère monumental, l'éclat d'une peinture qui, émaillée par le temps, ne cesse de gagner en intensité et profondeur, autant que par cette maturation psychologique que le temps confère aux grandes œuvres. Il y a quarante ans que

j'aime et que j'admire Cézanne, d'abord avec des moyens plus auriculaires que visuels, mais plus j'avance dans la connaissance objective et l'amour de la peinture (le seul amour qui ne soit trahi ni par son objet ni par son souffle) plus mes rencontres se font fréquentes, intimes, dans les expositions, les musées, les collections privées, à travers les découvertes surgissant d'un anonymat où s'occultent pour un temps certaines œuvres, plus la grandeur, l'authenticité, la primauté de Cézanne sur tous ses contemporains s'affirme. Confronté aux maîtres du passé, pour lesquels il entretint sa vie durant un culte sans éclipse ni tiédeur, Cézanne est probablement le seul maître du XIX<sup>e</sup> siècle, passés les grands romantiques Géricault et Delacroix, avec Monsieur Ingres et Courbet, qui puisse sans restriction, sans aller chez l'habilleur ou le cosméticien, aborder de plain-pied la compagnie des plus grands.

Ce juste et nécessaire hommage rendu, je ne peux que souscrire au choix des deux Manet, des huit Sisley — F. Daulte est orfèvre en la matière — des sept Picasso, des onze Monet, des dix-huit Renoir, qui nous sont montrés avec deux sculptures, mais dont six au moins ne s'imposaient pas pour raisons diverses, que je laisse aux visiteurs le soin de déterminer, des cinq Degas, dont on nous offre le répertoire quasi complet des sculptures traduites en bronze. Quelques ravissants Boudin. Bonnard, se succède glorieusement à lui-même sur ces mêmes cimaises qui virent sa récente rétrospective. Odilon Redon, assez mal représenté par trois peintures décolorées. Lautrec, qui l'est très faiblement. Je passe sur Valloton — j'espère que ses compatriotes ne m'en voudront pas trop —, sur K. X. Roussel, sur quelques Vuillard, certains plus près de Chocarne-Moreau que du peintre quelquefois exquis des intimités.

Puis la course s'accélère avec les Fauves ; ils sont tous là : Vlaminck, Derain, Braque, Dufy, Marquet, Matisse, Manguin, Friez, Valtat, plus ou moins rugissants et iné-

gaux. Et on passe à de plus contemporains, parmi lesquels rayonnent d'un éclat tempéré et en des gammes exquis, trois admirables petites toiles d'Henri Rousseau, lequel lentement est en train de monter au zénith de la peinture, prenant place parmi les élus, comme sur le tympan de ses sculpteurs gothiques dont il est le contemporain spirituel, rejetant aux registres inférieurs, grimaçants et damnés, ceux qui, tout en le louant ironiquement et le conviant à des banquets dérisoires, n'étaient pas dignes de dénouer le cordon de ses chaussures. A côté de ces trois subtiles merveilles, Soutine, bien qu'ayant droit au respect, fait de bien étranges contorsions.

Puis la course s'accélère encore, les distances se raccourcissent. Un Rouault, qu'il faut saluer au passage : « Les trois juges », une des rares peintures où ce « précieux » trop vanté sut trouver un juste point d'expression. Un très bel Utrillo de Montmagny ; sur ce plan, l'Exposition du Petit-Palais nous avait gâté. Je passe sur le reste, sur ces tableaux qui honoreraient grandement la boutique d'un marchand du Faubourg Saint-Honoré ou de la rue de la Boétie, mais ne font pas le poids lorsqu'il s'agit de grandes confrontations. Parmi les sculptures présentées, dont quelques magnifiques bronzes de Rodin, un très juste hommage a été rendu à Maillol, le dernier de nos grands pétrisseurs de glaise ; un exemplaire de sa « *Flore* » confère à la salle des « *Nymphéas* », intégrée dans le circuit, une grandeur classique absente de ce décor, où on a peine à retrouver ce qui fit la noblesse du Monet du « *Déjeuner sur l'herbe* ». Et c'est tout. C'est sans doute beaucoup, assez, en tout cas, pour la joie, l'enseignement de tous ceux pour qui l'art est la seule consolation et probablement la seule raison d'espérer en une époque de déraison, de divertissements stupides et d'incommensurable bêtise.





## L'ART BRUT AU MUSEE DES ARTS DECORATIFS

Je dirai quelques mots de la manifestation organisée au Musée des Arts Décoratifs, par la « *Compagnie de l'Art brut* ». J'avais quelques préventions contre cette exposition. Je l'ai vue cependant avec plaisir et profit. Il y régnait une économie heureuse, présidant au choix de ces ingénus de la couleur et du dessin. Je ne veux citer aucun des noms, moins utiles que partout ailleurs, puisque les références y sont celles du subconscient, des appels obscurs de forces latentes et anonymes lesquelles transcendent la personne des auteurs : qu'il s'agisse de doux retraités, saisis brusquement par le démon de la peinture en un rapt pareil à celui des antiques « possessions » ; de malades mentaux cherchant un refuge et un équilibre en l'expression d'un monde imaginaire suppléant au monde des réalités, qui les rejette et dont les isolent leurs tendances schizophréniques ; de caractériels vivant plus ou moins en marge, sans communicabilité avec les prétendus normaux, seuls propres à assumer les servitudes d'une société de consommation et de loisirs industrialisés. En somme, la revanche de toutes les frustrations, qu'elles soient mentales, morales, familiales, sociales, professionnelles ou simplement *pédagogiques*. Et c'est sur cette dernière qualification que je voudrais mettre l'accent, en examinant la valeur du terme « *art brut* », sous le signe duquel on a voulu rassembler leurs témoignages.

En fait, il n'est pas plus d'art brut ou prétendu tel qu'il n'existe biologiquement de générations spontanées. Et cela apparaît ici avec évidence sur toutes les cimaises, pour peu qu'on y jette un regard réfléchi. Ce que nous appelons le folk-lore, et Dieu sait si on nous rebat les oreilles avec le « *folklorique* » dans tous les domaines et sous toutes formes, à commencer par ces conteurs faussement naïfs et désespérément ennuyeux que nous présente à la Télévision M. Pierre Voisin, patronné par

le plus faux, le plus maniéré, le plus inauthentique, P. Chabrol, en continuant par les innombrables attractions touristiques agrémentant les programmes des entrepreneurs de voyages organisés — forme la plus sournoise et la plus totale de l'abêtissement collectif —, par la commercialisation de tous les tessons de poterie et des vieilles ferrailles cueillis dans les décharges communales, tous ces documents prétendus folkloriques, ne sont, dans le meilleur des cas, que les formes abâtardies, dégénérées, usées, de créations antérieures, passées par glissements successifs du plan de la création consciente au plan résiduel de la mémoire collective et des techniques les plus conventionnelles. Ceci est tellement vrai, et sans doute si nécessaire, qu'on est en train de mythifier les vieilles carrosseries d'automobiles au même titre que les lits bretons, où ne couche plus personne, les rouets qui ne filent plus, les crémaillères où ne pendent plus aucunes marmites, ces dinanderies qui ne servent à rien si ce n'est à sacraliser les intérieurs rustiques des millionnaires de la chanson « yéyé », en quelques repositoires prétendus champêtres et dignes de leur insondable « connerie ».

Cette discrimination ontologique pose celle qui différencie les moyens par rapport aux mêmes fins. Il est toute sorte de chemins qui mènent à l'expression artistique, surtout en nos sociétés de plus en plus cloisonnées en dépit de leurs aspirations démocratiques. Ces cloisons sont celles des initiations didactiques, fonction d'une pédagogie où prime un intellectualisme systématique substitué dans les domaines les plus simples aux formations artisanales et orales d'un passé révolu. Rares sont les bons esprits capables de surmonter cette marée de préjugés intellectuels, qui rejette la multitude sur les plages désolées du conformisme. L'autodidactisme, qui n'a jamais cessé de jouer aux époques les plus traditionnelles et les mieux structurées socialement, reste pour ces rejetés l'unique refuge mais les faisant déboucher sur des zones incultes,

livrés à l'appel de leurs démons intérieurs, réduits à s'enfermer dans les palais imaginaires du *facteur Cheval*.

Chez tout grand artiste contemporain, qu'il ait nom Van Gogh, Chagall, Soutine..., il y a quelque chose de cette démarche hasardeuse, de ces rencontres avec le subconscient. Coupés de la tradition véritable, rebutés par un académisme désolant, ils ont dû, eux aussi, s'aventurer sur les chemins de « *l'art brut* ». Inversement les meilleurs, les plus doués parmi ces ingénus, auxquels s'applique l'étiquette sous laquelle on nous les présente aujourd'hui, participent à leur manière des vestiges de la tradition et des leçons d'un académisme qu'il côtoie sans y pénétrer. Notre muraille de Chine est celle des peaux d'âne, sans lesquelles on ne peut plus ni soigner, ni soulager, ni loger, ni divertir, ni même nourrir ses semblables. Ainsi, les peintres du dimanche rejoignent la cohorte des guérisseurs, des empiriques, des tireurs d'horoscope, des inventeurs du Concours Lépine, des candidats aux jeux radiophoniques, des illuminés de la politique, de tous les enfants perdus d'une société privée de ses cadres traditionnels, de ces millions d'êtres traumatisés et dérivants, à la recherche du Paradis perdu ou dans l'attente messianique d'un monde meilleur.

# Les Films

---

## LA BATAILLE D'ALGER

*Le film La Bataille d'Alger a été interdit en France. Nous avons demandé au Colonel Trinquier, mis en scène personnellement dans ce film historique, son opinion sur cette interdiction.*

Le Colonel Trinquier fut l'un des principaux acteurs de la « Bataille d'Alger » au cours de laquelle fut brisée l'organisation subversive F.L.N. qui terrorisait la ville depuis des mois. Grâce à la mise en place d'un puissant dispositif politico-militaire quadrillant les secteurs urbains et suburbains de la ville, il parvint à éliminer les agents subversifs qui s'étaient dissimulés parmi la population et arrêta les principaux chefs fellagah.

De part et d'autre, le combat fut impitoyable. Par le terrorisme, les Fellagah s'étaient assurés le contrôle des masses musulmanes. Les réseaux contre-terroristes mis en place par le colonel Trinquier dans son secteur semèrent bientôt le désordre dans les rangs F.L.N.

L'arrestation de Yacef Sadi et la mort d'Ali La Pointe mirent un terme à la bataille d'Alger. Privées de leurs chefs les organisations clandestines rebelles se désagrègent et bientôt, la vie reprit son cours normal dans la capitale algérienne.

L'interrogatoire des prisonniers permit au Colonel Trinquier de comprendre par quels moyens, le F.L.N. avait réussi à s'infiltrer, puis à contrôler les centres urbains et ruraux d'Algérie. Les Communistes, on s'en souvient, refusèrent d'admettre la présence des organisations terroristes chargées de faire passer sous leur contrôle les masses algériennes. « La guerre subversive, disaient-ils, est une invention du colonel Trinquier qui ne veut pas admettre que le peuple algérien tout entier lutte pour son indépendance »...

Or, tout dernièrement, le colonel Trinquier est allé assisté à Genève à la présentation du film : « *La Bataille d'Alger* », film interdit en France et dans lequel Yacef Sadi joue son propre personnage.

Je lui ai demandé ce qu'il pensait de ce film :

Q : *Quelles sont vos impressions générales sur ce film ?*

R : Le film de Yacef Sadi est excellent à tout point de vue. J'ai connu Sadi à Alger durant la célèbre bataille qu'il nous décrit dans son film. Je l'ai interrogé longuement ainsi que ses principaux adjoints. Je puis vous assurer que son œuvre est parfaitement objective. Je suis même surpris de constater que Yacef Sadi qui aurait pu flatter le goût du public avec des scènes d'atrocité ou de torture ne l'a pas fait. Mises à part quelques erreurs de détail, il a retracé très exactement les diverses péripéties de cette sanglante bataille.

Q : *A-t-il montré les terroristes qui allaient déposer des bombes à retardement dans les lieux publics, bombes qui firent des centaines de victimes innocentes. A-t-il expliqué comment ses tueurs assassinaient de malheureux musulmans coupables de vouloir rester français ?*

R : Mais bien entendu. Lors de son arrestation, il a d'ailleurs expliqué et même justifié selon lui les raisons qui le poussaient à agir ainsi.

« Nous avons certes commis des actes terroristes, expliquait-il, nous avons déposé des bombes à retardement

qui ont tué des innocents. Mais avez-vous pensé aux innocents que vos avions, vos canons ont tués ? Nous n'avons pas d'avions, pas de canons, c'est la raison pour laquelle nous avons fait porter nos bombes par nos militants ».

Q : *Reconnait-il que le F.L.N. a utilisé le terrorisme comme moyen d'intimider la population ?*

R : C'est certain. Il y a une scène dans ce film qui relate l'assassinat d'un commandant français et qui est très proche de celle que j'ai moi-même décrite dans un livre (1). Un tueur est désigné. Il doit faire la preuve de son « courage » en abattant à une heure et dans un endroit donnés, le premier Français qui passera devant lui. Il attend donc sous une porte cochère. Dans le film en question, c'est un commandant qui sort de son domicile. L'Algérien le suit. Le commandant se retourne et lui intime l'ordre de lever les mains et de se laisser fouiller. Il ne trouve aucune arme sur l'Arabe. « Où vas-tu ? » lui demande-t-il. L'autre répond : « Je vais à la plage »...

Le commandant poursuit son chemin et quelques secondes plus tard tombe criblé de balles.

A l'époque, nous avons cherché vainement par quel moyen le terroriste avait pu trouver aussi rapidement une arme. Et puis nous nous sommes rendus compte qu'une heure avant l'agression, un autre terroriste avait déposé un pistolet dans une poubelle voisine. Les deux terroristes ne se connaissaient pas et dans le cas d'une arrestation ne pouvaient donner que très peu de renseignements.

Ce film est avant tout une cruelle page d'histoire. Le spectateur français entendra raconter par la bouche d'un grand chef terroriste comment il est possible de s'emparer d'un pays grâce aux méthodes de la *guerre subversive*. Ayant vu ce film, ils comprendront mieux ce qui s'est passé en Algérie, en Angola, ce qui se passe en Amérique

---

(1) *La Guerre Révolutionnaire* de Roger Trinquier. Edition « La Table Ronde ».

du Sud et surtout au Viet-Nam (2). Yacef Sadi ne cache rien des méthodes révolutionnaires employées par le F.L.N.

Q. : *Puisque, selon vous, ni la France, ni son armée ne sont mises en accusation dans ce film, pourquoi celui-ci est-il interdit dans notre pays ?*

R. : Je n'en sait absolument rien. Peut-être le gouvernement a-t-il voulu ménager la susceptibilité des Français réfugiés d'Algérie, éviter de raviver leur souffrance... Dans ces conditions, ils auraient mieux fait d'interdire une pièce de théâtre comme *Les Paravents*. « La Bataille d'Alger » est, je le répète, un excellent film, objectif, vrai et courageux, car n'oublions pas que Yacef Sadi aurait eu tout à gagner à céder au goût du public en présentant des montages conformes à ce que les critiques de « gauche » attendaient de lui... Il aurait pu enfin se présenter lui-même comme une sorte de « superman ». Il ne l'a pas fait et s'est contenté de présenter la tragédie d'Alger telle qu'il l'avait vécue. Ses héros, Français ou Algériens, sont des fanatiques, certes, mais ils sont sans haine. Il le souligne lui-même dans une scène très émouvante : des parachutistes français viennent de « faire parler » un terroriste... Celui-ci sort assez mal en point de la pièce où a eu lieu son interrogatoire (interrogatoire auquel on n'assiste pas). Un parachutiste frappe dans le dos du prisonnier et lui dit : « Bon, maintenant, c'est fini, viens boire un coup avec nous et on n'en parle plus ». Le fellagha sourit et s'éloigne avec les Français. Cette scène est couplée avec l'assassinat du commandant français et le public la comprend ainsi beaucoup mieux.

Q. : *En conclusion, vous êtes favorable à la levée de l'interdiction de ce film ?*

---

(2) Le Colonel Trinquier prépare un second ouvrage consacré à la guerre subversive qui paraîtra en automne prochain.

Rappelons en outre que le Colonel Trinquier a plusieurs fois exposé dans « Défense de l'Occident » (Nos 23 et 58) son point de vue sur la guerre moderne.

R. : Absolument. Les Français qui n'ont pas connu l'Algérie, ont tout intérêt à voir « La Bataille d'Alger ». Ils comprendront beaucoup mieux le drame algérien et, il faut l'avouer, grâce à Yacef Sadi, comprendront surtout ce qu'est une guerre révolutionnaire. Ils porteront peut-être un jugement plus équitable sur leur armée qui durant plus de quinze ans a affronté en Asie et en Afrique, sans moyens matériels suffisants et dans l'indifférence (je dirais même l'hostilité) générale, le redoutable appareil subversif mis au point par les communistes.

Robert ANDERS.

### La Nuit des Généraux.

Le dernier film de Sam Spiegel et Anatole Litvak se présente comme le nième film consacré à la démolition du nazisme. Après le nazi-tortionnaire, le nazi-sadique, le nazi-fou et le nazi-assassin, nous avons maintenant le nazi-détraqué sexuel et assassin de prostituées, bref le « Jack l'Eventreur » des Waffen SS.

Sur cette donnée de base, les réalisateurs ont bâti un film où quelques passages viennent détruire, vu l'intelligence brillante des sus-nommés, l'effet antinazi voulu pour le film.

Le général conspirateur Kahlewberg est un être falot et plutôt grotesque. Le deuxième général von Seydlitz-Grubach, à la remorque du premier, est un opportuniste, d'une lâcheté assez réjouissante. Le seul général courageux est le SS gruppenführer Tanz, l'assassin de la « Nuit des Généraux ». Bien que Peter O'Toole (SS Gruppenführer Tanz) joue comme un mannequin articulé, à la parole aussi brève que le geste est coupant, il est le seul des trois à avoir une « présence » réelle. Un passage signifiant est celui où le colonel Grau, de la justice militaire, vient arrêter Tanz, le 20 juillet 1944. Les Waffen SS de la division de Tanz « Nibelungen » (Kirst, auteur du livre d'où est tiré le film, ignore qu'il existait une



division de ce nom dans la Waffen SS en 1945 : 38<sup>e</sup> freiwillige PzGren. Division « Nibelungen ») s'apprêtent à recevoir à coups de mitrailleuse leurs collègues de la Wehrmacht venus de Paris et, par un défi qui ne manque pas de grandeur, crient encore plus fanatiquement que d'habitude leur salut « Heil Hitler », alors que les haut-parleurs ne cessent d'annoncer la mort du Führer. Lorsque Tanz fait brancher sur les haut-parleurs, Radio-Berlin qui annonce qu'Hitler a échappé aux comploteurs, une formidable acclamation résonne dans la caserne de la Nibelungen ; les Waffen SS saluent Tanz de leur cri de victoire « Sieg Heil ».

Bref, malgré les astuces habituelles, « la Nuit des Généraux » manque totalement le but recherché par ses auteurs. Les quelques passages valables, que le film contient, invitent à le voir.

#### La 25<sup>e</sup> heure.

Le cinéaste Verneuil a réussi le triste exploit de détruire complètement l'ouvrage si beau et si humain de Virgil Gheorghiu. Alors que le livre de Gheorghiu se voulait une protestation contre tous les totalitarismes, contre toutes les oppressions, le film « La 25<sup>e</sup> heure » se consacre exclusivement à la lutte idéologique (!) contre le National-Socialisme.

Toutes les atrocités communistes, longuement décrites dans le roman, sont, bien sûr, pieusement passées sous silence. La vie atroce des internés « fascistes » dans les camps de concentration des démocraties de l'ouest est soigneusement omise.

Les spectateurs ont droit à un supplément du livre : le procès de Johaun Moritz, ex-SS, permet de filmer le réquisitoire, contre le racisme hitlérien, d'un procureur américain. Il est vrai que le réquisitoire est tellement grotesque que l'assistance a plus tendance à s'esclaffer qu'à se pénétrer démocratiquement des « vérités » exposées.

« La 25<sup>e</sup> heure » est une entreprise d'escroquerie habituelle au cinéma « engagée » et qui montre bien que 22 ans après l'effondrement du III<sup>e</sup> Reich, son ombre gigantesque obscurcit les yeux et l'esprit des cinéastes.

### LES AMIS DU SOCIALISME FRANÇAIS ET DE LA COMMUNE (1)

*Les Amis du Socialisme français et de la Commune nous demandent d'insérer le communiqué ci-après, annonçant la naissance de leur association. Nous le faisons d'autant plus volontiers que Défense de l'Occident a autrefois précisé sa position vis-à-vis du drame de la Commune dans nos numéros 37, 38 et 39 (janvier-mars 1964). Nous retrouvons avec plaisir dans le comité qui dirige l'association les noms de Pierre Dominique, J.-M. Aimot, Liliane Ernout et René Dayras, qui avaient bien voulu nous donner leur collaboration dans les numéros indiqués.*

L'Association des Amis du Socialisme Français et de la Commune a l'intention d'aider à la renaissance du socialisme dont la doctrine, à la suite de la destruction de la Commune, a été étouffée, falsifiée, détournée par le courant de la pensée marxiste.

Monstrueuse excroissance parasitaire du socialisme, le marxisme a profité de la liquidation de la Commune et de ses éléments révolutionnaires pour s'imposer peu à peu.

Dès lors, le socialisme français a cessé de rayonner.

Se réclamant des pionniers du socialisme tels que Proudhon, Blanqui, Sorel, Fourier, Saint-Simon, Le Play, l'Association se propose de donner à leurs idées une plus grande diffusion et par ses études, ses recherches, de faire bon marché d'un certain nombre de contre-vérités qui s'attachent à l'histoire de la Commune.

L'Association désire constituer entre tous un trait d'union indispensable et centralisera recherches et documentations, car l'époque des doctrinaires isolés et s'opposant mutuellement est révolue.

---

(1) 5, rue Las Cases, Paris-7<sup>e</sup>.

# Les Sept Couleurs

27, rue de l'Abbé Grégoire, 27 - PARIS (6<sup>e</sup>)

*Pierre FONTAINE*

## L'AVENTURE ALGERIENNE CONTINUE

**Pierre FONTAINE** fut le premier, dans son livre : **Dossier Secret de l'Afrique du Nord**, publié en 1954, à annoncer les événements graves qui allaient se produire en Algérie.

Sa documentation de premier ordre lui permet de tirer aujourd'hui les conséquences de la situation actuelle. L'affaire d'Afrique du Nord n'est pas terminée. Les mêmes intérêts s'affrontent et les changements les plus imprévus sont possibles. Commandez dès maintenant ce livre qui vous indique ce qui se prépare et qui vous met au courant de l'évolution que la grande presse et la radio se gardent bien de vous faire connaître.

Un vol. in-12, 192 p.

PRIX 10,50 F.

Les Sept couleurs, C.C.P. 218219 Paris

*Le gérant* : Maurice BARDECHE

Dépôt légal : 2<sup>e</sup> Trimestre 1967

N° d'impression : 721

Imprimerie H. Dévé et C<sup>ie</sup>, Evreux

